

Université de Montréal

L'influence des forces de lutte contre le terrorisme sur l'efficacité de l'opération de paix de
l'ONU au Mali

par Solenne Bouchard

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures et postdoctorales en vue de l'obtention du
grade de Maître ès sciences (M.Sc) en Science Politique

Janvier 2021

© Solenne Bouchard, 2021

Faculté des études supérieures et postdoctorales

Ce mémoire de maîtrise intitulé :

L'influence des forces de lutte contre le terrorisme sur l'efficacité de l'opération de paix de
l'ONU au Mali

Présenté par :
Solenne Bouchard

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Dominique Caouette
Président-rapporteur

Lee Seymour
Membre du jury

Marie-Joëlle Zahar
Directrice de recherche

RÉSUMÉ

Dans un contexte où le terrorisme est de plus en plus présent au sein des conflits civils, les opérations de paix des Nations Unies sont régulièrement déployées au côté de forces de contreterrorisme. Ces derniers manquent généralement d'efficacité dans leur mission en attisant le terrorisme plutôt que de le réduire. Dans ces conditions, en général, les opérations de paix coopèrent avec ces forces de lutte contre le terrorisme ce qui influence leur efficacité dans la mise en œuvre de leur mandat.

Au Mali, depuis 2013, la MINUSMA est déployée en parallèle des forces françaises (l'opération Serval puis Barkhane) et d'une force de contreterrorisme créé par les pays du Sahel. Elle coopère avec elles dans la limite de leurs mandats respectifs. La mission doit ainsi faire face à de nouveaux défis dus à un environnement sécuritaire plus complexe, un manque de ressource pour faire face au terrorisme et une coopération avec le local compliqué à mettre en œuvre. Dans ce sens, l'efficacité de la MINUSMA est largement amoindrie par sa coopération avec les interventions militaires de lutte contre le terrorisme.

Mots clés : intervention militaire de contreterrorisme, opération de paix, Nations Unies, efficacité, MINUSMA, Mali et terrorisme

ABSTRACT

In a context where terrorism is increasingly present in civil conflicts, United Nations peace operations are regularly deployed alongside counterterrorism forces. The latter are generally ineffective in their mission by fueling terrorism rather than reducing it. Under these conditions, in general, peace operations cooperate with these counterterrorism forces, which influences their effectiveness in the implementation of their mandate.

In Mali, since 2013, MINUSMA has been deployed alongside French forces (Operation Serval then Barkhane) and a counterterrorism force created by Sahel countries and cooperating with them within the limits of their respective mandates. The mission must therefore face new challenges due to a more complex security environment, a lack of resources to deal with terrorism and cooperation with the locals which is difficult to implement. In this sense, the effectiveness of MINUSMA is greatly diminished by its cooperation with military interventions that combat terrorism.

Key words: counterterrorism military intervention, peace operation, United Nations, efficiency, MINUSMA, Mali and terrorism

TABLE DES MATIÈRES

<i>RÉSUMÉ</i>	III
<i>ABSTRACT</i>	IV
<i>TABLE DES MATIÈRES</i>	V
<i>LISTE DES ABRÉVIATIONS</i>	VII
<i>REMERCIEMENTS</i>	VIII
<i>INTRODUCTION</i>	1
<i>CHAPITRE I : REVUE DE LITTÉRATURE</i>	6
1. <i>Revue de littérature</i>	6
1.1. <i>Qu'est-ce qu'une opération de paix ?</i>	6
1.2. <i>Qu'est-ce que l'efficacité d'une opération de paix à travers son mandat ?</i>	7
1.3. <i>Les ressources d'une mission de paix</i>	9
1.4. <i>La coopération avec le local</i>	11
1.5. <i>L'environnement sécuritaire d'une mission de paix</i>	13
1.6. <i>Conclusion : un environnement en évolution</i>	14
<i>CHAPITRE II : CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIE</i>	17
2. <i>Cadre théorique et méthodologie</i>	17
2.1. <i>Cadre théorique</i>	17
2.1.1. <i>Question de recherche</i>	17
2.1.2. <i>L'efficacité des interventions militaires de lutte contre le terrorisme</i>	17
2.1.3. <i>L'influence des forces contreterroristes sur l'efficacité d'une opération de paix</i>	18
2.1.3.1. <i>Les ressources</i>	19
2.1.3.2. <i>L'environnement sécuritaire du conflit</i>	20
2.1.3.3. <i>La coopération avec le local</i>	21
2.2. <i>Méthodologie</i>	22
2.2.1. <i>L'étude de cas : une approche qualitative</i>	22
2.2.2. <i>Limites d'une étude de cas</i>	23
2.2.3. <i>Les sources</i>	24
<i>CHAPITRE III : ANALYSE</i>	26
3. <i>Analyse</i>	26
3.1. <i>Historique et contexte du conflit malien</i>	26

3.1.1.	<i>Les rébellions précédentes entre 1963 et 2006</i>	27
3.1.2.	<i>La crise de 2012</i>	29
3.2.	<i>Le mandat</i>	32
3.2.1.	<i>MINUSMA : une opération de paix robuste</i>	32
3.2.2.	<i>Les objectifs sécuritaires du mandat</i>	33
3.2.3.	<i>La coopération avec les forces de lutte contre le terrorisme</i>	37
3.2.3.1.	<i>Entre 2013 et 2018</i>	37
3.2.3.2.	<i>Depuis 2018</i>	39
3.3.	<i>L'environnement sécuritaire</i>	40
3.3.1.	<i>Le terrorisme : un défi additionnel pour la MINUSMA ?</i>	40
3.3.2.	<i>L'omniprésence de la violence</i>	43
3.4.	<i>Les ressources de la MINUSMA</i>	46
3.4.1.	<i>Un aperçu des ressources</i>	46
3.4.2.	<i>Une ressource supplémentaire : les forces françaises</i>	48
3.4.3.	<i>La diffusion du conflit</i>	49
3.5.	<i>La coopération avec le local</i>	50
3.5.1.	<i>Un manque de légitimité auprès du local</i>	51
3.5.2.	<i>Une perte d'impartialité</i>	52
3.5.3.	<i>La protection des civils et de leurs droits humains</i>	54
	<i>CONCLUSION</i>	58
	<i>BIBLIOGRAPHIE</i>	61
	<i>ANNEXE I</i>	IX

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ONU : Organisation des Nations Unies

CEDEAO : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

MINUSMA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation du Mali

MISMA : Mission internationale d'appui au Mali sous conduite africaine

ASIFU : All information fusion unit

G5 Sahel : Groupe des cinq pays du Sahel

FC-G5S : Force conjointe du groupe des cinq pays du Sahel

MNLA : Mouvement pour la libération nationale de l'Azawad

HCUA : Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad

MAA : Mouvement arabe de l'Azawad

CMA : Coordination des mouvements de l'Azawad

CMFPR (I ou II) : Représentants de la coordination des mouvements et des fronts patriotiques de résistance

CPA : Coalition du peuple de l'Azawad

GATIA : Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés

AQMI : Al-Qaïda au Maghreb islamique

MUJAO : Mouvement pour l'unicité et le jihad de l'Afrique de l'Ouest

EEI : engin explosif improvisé

REMERCIEMENTS

Je tiens d’abord à remercier mes parents, Christine et Alain, pour leur soutien dans tous mes projets, d’être toujours présents même à distance et de ne jamais cesser de croire en moi et en mes capacités. Merci pour votre travail de relecture tout au long de ma rédaction. Un grand merci à ma sœur, Anne, sans qui je ne serais pas là aujourd’hui et à mon frère qui, à sa manière, m’a toujours soutenu. Je remercie également Estelle pour sa présence et son écoute à chaque fois que j’ai eu besoin de parler de mon projet.

Je souhaite remercier ma directrice de recherche, Marie-Joëlle Zahar, pour son accompagnement tout au long de ma maîtrise et pour l’ensemble de ses commentaires qui ont permis à mon mémoire d’atteindre cette qualité. Merci de m’avoir permis d’avancer à mon rythme.

INTRODUCTION

Si au lendemain du 11 septembre 2001, les Nations Unies ont développé un effort global de lutte contre le terrorisme¹ et de prévention de l'extrémisme violent, cet effort s'inscrit en parallèle des opérations de paix onusiennes. Adoptée à l'unanimité au lendemain des attentats terroristes à New York et Washington DC., la résolution 1368 du Conseil de Sécurité de l'ONU réaffirme le droit inhérent des États à se défendre par la force contre les menaces identifiées dans la Charte de 1945². Deux semaines plus tard, la résolution 1373, également adoptée à l'unanimité par les membres du Conseil de sécurité, impose aux États de criminaliser l'acte terroriste et de ratifier douze conventions représentant un ensemble de lois communes antiterroristes afin de prévenir les différentes activités liées au terrorisme (le financement, le recrutement, l'armement et les mouvements transfrontaliers). Cette résolution contraint les États à appliquer ces lois afin d'aider les autres États à enquêter sur des actes terroristes. La création du Comité contre le terrorisme et sa direction exécutive ont pour but de surveiller et d'aider les États à mettre en application cette résolution (Messmer et Yordàn, 2011 ; Boulden, 2018).

En 2005, les Nations Unies modifient la manière dont elles envisagent la lutte contre le terrorisme. Dès lors, il n'est plus question de lutte contre le terrorisme, mais de prévention de l'extrémisme violent. Dans cette optique, l'intervention ne cible plus les personnes déjà radicalisées ; elle vise plutôt à démanteler les conducteurs qui peuvent créer un environnement propice à la mobilisation violente, appelé prévention de l'extrémisme violent (Boutellis et

¹ Le terrorisme est défini comme l'utilisation intentionnelle ou la menace d'utiliser la force contre des civils ou contre des cibles civiles afin d'atteindre des objectifs politiques (Ganor, 2002)

² Selon l'Article 39 de la Charte, les groupes terroristes sont définis par le Conseil de Sécurité comme des menaces à la paix et à la sécurité internationale (Nesi, 2006)

Chowdhury Fink, 2016). Cette nouvelle stratégie repose sur quatre piliers : s'attaquer aux conditions propices à l'extrémisme violent, renforcer les capacités des pays et le rôle du système onusien dans cette lutte, prévenir et combattre le terrorisme et garantir le respect des droits humains et de l'État de droit dans cette lutte (Kalsrud, 2019).

Toutefois, bien que l'ONU se soit mobilisée pour répondre au problème du terrorisme puis pour lutter contre l'extrémisme violent, l'organisation a maintenu cette réponse séparée des missions de paix. Si de nombreuses opérations de maintien de la paix opèrent dans un environnement où le terrorisme est présent, les mandats du Conseil de sécurité ne leur enjoignent pas de participer à cette lutte. Plusieurs raisons peuvent être invoquées à cet égard dont la difficulté de maintenir l'impartialité des missions de paix si elles s'impliquent dans la lutte contreterroriste, l'impact sur les relations entre les missions et les populations locales, et les inquiétudes liées à la sécurité du personnel onusien. Par ailleurs, l'expertise, les capacités et les ressources des missions de paix ne sont généralement pas adaptées à ce type de mission (Boutellis et Chowdhury Fink, 2016).

Après les attentats du 11 septembre 2001, la communauté internationale développe des réponses multifacettes face au terrorisme global (Kitchen, 2010) parmi lesquelles les interventions militaires internationales³ deviennent un outil crucial (Perito, 2015 et Azam et Thelen, 2010). Plutôt que d'apporter une solution au problème du terrorisme, cet effort militaire n'a pas eu les effets escomptés. Les coûts financiers et humains de cette réponse militaire sont considérables et son

³ Les interventions militaires internationales sont définies comme le mouvement de troupes ou forces régulières d'un pays sur le territoire d'un autre pays ou des actions militaires par des troupes déjà stationnées dans ce pays (Choi, 2011)

efficacité contestée. Dans tous les conflits où une dimension terroriste a été identifiée et où des interventions militaires ont été menées en réponses — l’Irak, l’Afghanistan, la Somalie et la Syrie — celles-ci n’ont pas réussi à défaire les groupes terroristes militairement, mais ont coûté la vie à des milliers de personnes. Malgré des budgets de défense substantiels, les attaques terroristes continuent de faire de plus en plus de victimes alors que les rangs des groupes terroristes augmentent comme c’est le cas, notamment, pour les mouvements islamistes (Attree, Street et Venchiarutti, 2018).

Si les travaux des chercheurs démontrent le manque d’efficacité des interventions militaires étrangères pour lutter contre le terrorisme, néanmoins, cet outil continue à être utilisé par de nombreux pays (Attree, Street et Venchiarutti, 2018 ; Azam et Thelen, 2010). Il est à noter que la majorité des attaques sont désormais perpétrées dans des zones de conflit civil⁴ ou des environnements répressifs qui accueillent également des troupes de maintien de paix. En effet, sur les 11 pays les plus affectés par le terrorisme, sept d’entre eux accueillent une opération de paix. Des missions politiques sont déployées en Afghanistan, Irak, Libye, Somalie, Syrie et Yémen, ainsi qu’une opération de paix plus large au Mali⁵ (Boutellis et Chowdhury, 2016). Ces opérations onusiennes de paix interviennent alors en parallèle des forces nationales, régionales et/ou internationales avec un mandat de contreterrorisme (Boutellis et Chowdhury, 2016 ; Perito, 2015).

⁴ Small et Singer définissent une guerre civile comme « tout conflit armé qui implique (a) une action militaire interne à la métropole (b) la participation active du gouvernement national et (c) une résistance effective des deux côtés » (Boulden, 2009, p.8-9, traduction libre). Ainsi, une guerre civile est un combat armé entre différents groupes au sein des frontières d’un État (Reagan, 1996).

⁵ Des missions politiques ont été déployées en Afghanistan, Irak, Libye, Somalie, Syrie et Yémen ainsi qu’une opération plus large au Mali.

Cette recherche vise à comprendre l'influence des interventions militaires contreterroristes en zone de conflit sur l'efficacité des opérations de paix des Nations Unies.

Pour ce faire, cette étude se focalisera sur le cas du Mali. S'il existe de nombreuses instances dans lesquelles une mission onusienne et une ou des opération(s) contreterroriste(s) sont déployées simultanément, dans la majorité des cas il s'agit d'une mission politique plutôt qu'une mission de paix. Au Mali, une mission multidimensionnelle de stabilisation des Nations Unies (MINUSMA) est déployée depuis 2013 dans un contexte où des groupes terroristes et armés demeurent actifs. Cette mission représente également la première instance où une opération de maintien de la paix intervient dans un environnement où des forces antiterroristes sont également présentes. En effet, une opération française (Serval puis Barkhane) et une force régionale (FC-G5S) sont déployées sur le territoire malien pour lutter contre le terrorisme. MINUSMA et l'opération Barkhane sont présentes pour soutenir l'extension de l'autorité étatique aux zones contrôlées par des groupes terroristes (Karlsrud, 2017). Pour évaluer l'impact de la présence des forces contreterroristes sur l'efficacité de la MINUSMA, cette recherche utilisera des données ouvertes (notamment les rapports et les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU) ainsi que de précédentes recherches sur le cas du Mali.

Le reste du mémoire se composera de trois chapitres et d'une conclusion. Le premier chapitre reviendra sur les éléments déterminants l'efficacité des opérations de maintien de la paix des Nations Unies tels qu'identifiés dans la littérature. Le deuxième chapitre développera le cadre théorique et la méthodologie de cette recherche. Le cadre théorique définira les impacts positifs et négatifs de la présence d'une intervention militaire avec un objectif de lutte contre le terrorisme sur l'efficacité d'une opération de maintien de la paix. Ensuite, par une approche qualitative, nous

utiliserons l'étude du cas malien pour tester notre argument. Le dernier chapitre commencera par présenter le contexte du déploiement de la MINUSMA, puis le lien existant entre la mission de paix et les forces de lutte contre le terrorisme pour finalement analyser les conséquences de cette relation sur l'efficacité de la MINUSMA. Ce mémoire se terminera par une discussion des principaux résultats.

CHAPITRE I : REVUE DE LITTÉRATURE

1. Revue de littérature

1.1. Qu'est-ce qu'une opération de paix ?

Depuis leur création, les opérations de paix ont évolué et se sont transformées au fil des décennies. En effet, pendant la guerre froide, « les opérations de maintien de la paix des Nations Unies traditionnelles sont déployées comme une mesure intérimaire visant à appuyer les efforts de gestion d'un conflit et à créer un environnement propice à la négociation d'un accord de paix durable. Les tâches que le Conseil de sécurité confie aux opérations de maintien de la paix traditionnelles sont essentiellement militaires et peuvent comprendre les activités suivantes : observer, surveiller et établir des rapports (à travers des positions statiques, des patrouilles, des survols ou d'autres moyens techniques avec l'accord des parties) ; encadrer un cessez-le-feu et apporter un soutien aux mécanismes de vérification ; s'interposer dans une zone tampon et comme mesure de confiance » (Nations Unies, 2008, p.22). Ainsi, initialement, ces opérations sont conçues comme un outil de soutien aux efforts de résolution des conflits interétatiques (Hultman, Kathman et Shannon, 2014).

À la fin de la guerre froide, les opérations de maintien de la paix deviennent un instrument international important pour mettre fin aux guerres et maintenir la paix lors de conflits civils intra étatiques (Fortna et Howard, 2008). Pour cela, les Nations Unies ont étendu les tâches des missions de paix autant au niveau militaire que politique et développemental pour instaurer les fondements d'une paix durable. Les opérations de paix aident à la reconstruction des institutions étatiques, à promouvoir l'état de droit, à surveiller les cessez-le-feu, à appuyer la mise en œuvre d'un accord

de paix, à protéger et promouvoir les droits de l'homme, etc., et mettent l'accent sur la protection des civils (Bellamy et Hunt, 2015). Déployés dans des contextes où les armes ne se sont pas tues, les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ne sont plus destinées seulement à maintenir la paix, mais elles doivent réduire les hostilités et la violence entre les différentes parties en conflit afin de pouvoir créer des conditions favorables à un futur processus de paix (Hultman, Kathman et Shannon, 2014).

1.2. Qu'est-ce que l'efficacité d'une opération de paix à travers son mandat ?

Au sein de la littérature sur le maintien de la paix, il n'existe aucun consensus sur l'efficacité des opérations de paix. Depuis la création de l'évaluation empirique systématique des missions, les chercheurs peinent à trouver un consensus sur les critères d'efficacité (Di Salvatore et Ruggeri, 2017). Comme mentionné précédemment, les mandats ont évolué pour devenir multidimensionnels avec des objectifs sécuritaires, politiques, développementaux et de démocratisation. D'autre part, dû à un déploiement des opérations de paix dans un environnement souvent encore actif, la dimension sécuritaire prend une place importante dans l'évaluation de l'efficacité d'une mission. Cet environnement souvent hostile est reconnu par l'ONU puisqu'ils ont développé des opérations de paix où la robustesse permet d'aider l'application du mandat. En effet, une nouvelle génération de missions avec un mandat autorisant l'usage de la force se développe, ce sont alors des interventions dites robustes (Hunt, 2017). Contrairement aux missions de paix traditionnelles qui n'utilisent la force qu'en cas de légitime défense, les missions avec un mandat robuste autorisent l'usage de tous les moyens nécessaires pour l'exécution du mandat et la protection de la mission (Hultman, 2010). Néanmoins, elles se distinguent de l'imposition de la paix « qui implique l'application d'une gamme de mesures coercitives, y compris le recours à la force militaire » (<https://peacekeeping.un.org/en/terminology>, traduction libre).

Il est ainsi pertinent d'évaluer une mission de paix en fonction de son mandat. Par exemple, un mandat robuste peut avoir des conséquences sur de nombreux critères d'efficacité comme la protection des civils, la coopération avec la population locale à travers une perte de son impartialité, la sécurité du personnel et des installations onusiennes, etc. (Hunt, 2017 ; Tardy, 2011 ; Attree, Street et Venchiarutti, 2018 ; Tull 2018). Un mandat avec une volonté de contreterrorisme a également des effets négatifs pour les opérations de paix. Effectivement, l'ONU va alors être perçue comme une partie du conflit. L'organisation perdra sa légitimité auprès des autres parties pour instaurer la paix (Kalsrud, 2017) et sera prise pour cible plus régulièrement (Kalsrud, 2019). L'ONU perd alors son pouvoir de convocation et d'impartialité qui lui permet de fournir et coordonner un soutien au niveau de la paix, la sécurité, le développement et les droits de la personne (Kalsrud, 2019).

Dans cette optique, de nombreux chercheurs évaluent l'efficacité d'une mission en fonction de son mandat, néanmoins des critiques ont été soulevées sur l'interprétation du lien qui existe entre l'efficacité et le mandat. En effet, initialement, Diehl (1988) a défini le succès d'une mission de paix par sa capacité à réduire ou limiter le conflit, à empêcher une récurrence du conflit et à favoriser la résolution pacifique. Cependant, des chercheurs ont remarqué l'existence d'un paradoxe. Lorsque les opérations de paix réussissent à apaiser suffisamment les tensions, les acteurs politiques sont moins intéressés à négocier un accord de paix. Pour cette raison, la résolution pacifique n'est pas du ressort des Casques bleus, car ils n'ont pas le mandat de faire pression sur les politiciens pour la signature d'un Accord de paix (Brown, 1993). Ainsi, ces chercheurs jugent qu'il faut se limiter à la protection des civils, la réduction de la violence et un confinement des combats puisqu'il serait injuste d'évaluer l'efficacité d'une mission en fonction de la négociation d'un Accord de paix.

Pour cette raison, cette recherche s'orientera vers une évaluation à court terme et donc sur l'aspect militaro-sécuritaire du mandat. En effet, lors d'une évaluation à court terme de l'efficacité, le chercheur se concentre sur les questions liées à la stabilité du pays et ainsi, si la mission de paix réussit ou non à gérer ou à réduire la violence présente lors du conflit. Une évaluation à long terme se concentrera quant à elle à savoir si l'opération de paix a permis ou non de mettre en place les fondements d'un État fonctionnel pour une paix durable (Di Salvatore et Ruggeri, 2017). Cette revue de littérature cible ainsi les explications de l'efficacité d'une mission de paix qui influence les aspects sécuritaires du mandat regroupés en trois catégories : les ressources, la coopération avec la population locale et l'environnement du conflit.

1.3. Les ressources d'une mission de paix

L'efficacité d'une mission de paix découle en partie des ressources autant humaines que financières accordées à une opération. Effectivement, le manque de ressources financières cause souvent l'échec d'une mission (Autesserre, 2017) ainsi que le nombre et le type de personnel influence la réussite ou l'échec (Hultman, Kathman et Shannon, 2014). Le financement dépend des contributions par les pays membres de l'ONU (Sandler, 2017). Pour une plus grande efficacité des missions de paix, elles doivent donc être dotées de ressources nécessaires afin de répondre aux risques de la situation sécuritaire du pays en fonction de l'environnement du conflit (Willmot, Sheeran et Sharland, 2015).

Néanmoins, de nombreuses opérations de paix manquent d'équipements de base (des casques, des gilets pare-balles, des radions, des lampes de poche, etc.), mais également du matériel plus volumineux comme des hélicoptères d'attaques et utilitaires et des avions de transport. Les capacités des unités médicales, d'ingénierie, de logistique et d'aviation sont aussi souvent limitées.

Ainsi, les soldats de paix sont régulièrement déployés sans l'équipement, les outils et même la formation nécessaire pour effectuer leur mandat dans un environnement opérationnel qui a ses propres défis. De nombreuses menaces pèsent sur les soldats de paix. Et en plus du manque d'équipement, les missions ont souvent des difficultés à atteindre les niveaux de personnel (militaire, police et civil) autorisé dans le mandat par le Conseil de sécurité (Willmot, Sheeran et Sharland, 2015).

Effectivement, le nombre et le type de personnel peuvent varier sur une année à mesure que le Conseil de Sécurité adopte des résolutions pour augmenter ou réduire le personnel déployé. Pour les pays contributeurs, l'engagement de personnel est volontaire et l'arrivée dans les zones de conflit dépend des pays. Ceci affecte une mission dans l'atteinte des objectifs de son mandat (Kathman, 2013, et Hultman, Kathman et Shannon, 2016). De plus, un large déploiement permet à la mission de tenir ses promesses en incitant les combattants à réduire l'utilisation de la violence et un plus grand nombre de personnels représente un plus gros obstacle physique à la violence. En outre, la composition du personnel permet également de réduire la violence. Il existe trois types de personnel au sein des missions de paix de l'ONU : les troupes militaires, la police et les observateurs. Les troupes armées sont plus aptes à limiter la violence, mettre un terme au conflit et faire appliquer un accord puisqu'elles sont les plus puissantes militairement (Hultman, Kathman et Shannon, 2014 et Kathman, 2013). Les unités de police quant à elles sont déployées derrière les lignes de front et sont chargées de la surveillance et la protection des civils. Finalement, les observateurs doivent surveiller une multitude de processus liés au conflit et faire un rapport régulier au Conseil de Sécurité. Ces derniers sont généralement associés à un niveau plus élevé de violence au sein du conflit (Kathman, 2013).

L'effet dissuasif des soldats de la paix est un élément important pour l'efficacité d'une opération de maintien de la paix. En effet, la dissuasion grâce à leur présence limite la violence par un confinement géographique du conflit (Di Salvatore et Ruggeri, 2017) puisque même si ce n'est pas systématique, de nombreux conflits civils se diffusent au-delà des zones de combats à l'intérieur du pays ou dans les États voisins (Black, 2013, Beardsley, 2011, et Braithwaite, 2010). Pour un confinement géographique d'un conflit, les soldats de paix peuvent renforcer les capacités des forces gouvernementales à travers des formations. Les Casques bleus peuvent également réduire la violence pour diminuer le flux de réfugiés. Finalement, ils peuvent faciliter le rapatriement et la réinstallation des personnes qui ont déjà fui le pays (Beardsley, 2011).

Pour conclure, les ressources autant humaines que matérielles sont primordiales pour l'efficacité d'une mission de paix. La mise en œuvre du mandat est amoindrie puisque sans les ressources nécessaires, le personnel onusien peut difficilement assurer sa sécurité contre les risques imposés par l'environnement du déploiement et ainsi protéger efficacement la population civile. Néanmoins, avec les ressources suffisantes, les soldats de paix peuvent avoir un effet dissuasif auprès des différents groupes armés et permettre ainsi de confiner la violence aux zones de combat et au pays en conflit.

1.4. La coopération avec le local

Certes, les intervenants internationaux augmentent les probabilités de l'instauration d'une paix durable, néanmoins de nombreuses missions de paix sont un échec (Autesserre, 2017). Pour certains chercheurs, une coopération avec le local lors d'une opération de paix permet une efficacité accrue par une meilleure compréhension des besoins de la population et des dynamiques de violences locales (Leonardsson et Rudd, 2015). En effet, lors d'un conflit, la violence trouve

généralement sa source dans l'exclusion, la discrimination et l'insécurité perçues par un groupe, ainsi les perceptions du local sont primordiales pour instaurer une paix durable (Talentino, 2007). L'interaction avec la population locale permet aux personnels onusiens d'obtenir des informations vitales pour protéger les civils de manière proactive (Di Salvatore et Ruggeri, 2017) puisque les expériences quotidiennes locales permettent de révéler des détails parfois cruciaux dans la gestion de la violence et la construction de la paix (Julian, Bliesemann de Guevara et Redhead, 2019). Ainsi, selon ces chercheurs, la construction des interventions doit mettre l'accent sur les connaissances locales et donc être ascendante au lieu de descendantes (Leonardsson et Rudd, 2015).

Dans cette optique, la perception d'une opération de paix comme légitime par la population locale s'avère essentielle pour une coopération efficace entre le personnel onusien et les civils. Dans le cas contraire, les acteurs locaux sont plus susceptibles de résister à la mission de paix et développer de la méfiance envers le personnel. Pour cela, les locaux doivent accepter les objectifs du mandat et ne pas estimer que la mission a un agenda caché. La légitimité dépend également de qui dirige la mission (une organisation internationale, régionale ou nationale) et si le personnel est familier avec les cultures, les langues, l'histoire, les politiques du pays (Whalan, 2017).

La collaboration entre les civils et les troupes onusiennes peut être entravée dès lors que les mesures sécuritaires s'intensifient et les règles d'engagement de la mission se modifient. Dans ce sens, le personnel onusien peut s'écarter de la population locale pour maintenir la sécurité du personnel et des infrastructures (Mac Ginty, 2014 et Autesserre, 2014). Une sécurité optimale ne doit pas limiter les actions de la mission, mais simplement aider une mise œuvre plus efficace du mandat. En effet, le personnel onusien doit rester capable de sortir des camps pour se rendre dans

les différentes communautés locales afin de protéger les civils et établir un lien avec eux pour qu'ils coopèrent avec la mission (Willmot, Sheeran et Sharland, 2015).

Pour finir, la coopération de la population locale et particulièrement des élites locales dépend d'une acceptation du déploiement de la mission sur le territoire. En effet, le soutien à l'instauration de la paix se fonde sur le consentement des principales parties du conflit (adhésion à un processus politique et consentement à la présence de l'opération), l'impartialité (mettre en œuvre son mandat sans prendre part au conflit en faveur d'une partie ou d'une autre) et le non-recours à la force sauf en cas de légitime défense ou de défense du mandat dans le cas des opérations de paix robuste (Wagner, 2018).

Pour conclure, une coopération avec les populations locales permet une plus grande efficacité des opérations de paix en permettant une meilleure compréhension des besoins locaux et des dynamiques de violences. Néanmoins, la méfiance des populations locales et des mesures de sécurité qui limitent les actions des soldats de paix entravent cette coopération. Finalement, si les élites locales n'ont pas consenti au déploiement de la mission, elles seront moins enclines à collaborer.

1.5. L'environnement sécuritaire d'une mission de paix

À la fin de la guerre froide, les opérations de maintien de la paix deviennent un instrument international important pour mettre un terme aux guerres et maintenir la paix lors de conflits civils intra étatiques (Fortna et Howard, 2008). Appelées à intervenir dans un environnement différent de celui pour lequel elles avaient initialement été créées, elles s'adaptent à des déploiements dans les zones de conflits actifs ou dans des zones où le cessez-le-feu n'est pas respecté (Fortna et

Howard, 2008, Bellamy et Hunt, 2015). Entre 1988 et 1993, les Nations Unies lancent une vingtaine de nouvelles missions, dont plusieurs, notamment en Somalie, au Rwanda, en Bosnie et en Angola, sont des échecs. Néanmoins, les Nations Unies continuent leurs efforts pour instaurer la paix et envoient de nombreuses missions à la fin des années 90 et au début des années 2000, par exemple au Kosovo, en Sierra Leone, en République du Congo, au Timor oriental, en Côte d'Ivoire, ou encore au Burundi. L'envoi de missions de paix dans un environnement actif où la violence est omniprésente change les responsabilités des soldats de paix ainsi que les défis auxquels ils sont confrontés comme le maintien de la sécurité du personnel (Hultman, Kathman et Shannon, 2014 et Hultman, 2010).

Dans un environnement où la violence est présente, la mission risque d'être attaquée et ainsi de subir des pertes humaines et des dégâts matériels. Si l'opération de paix ne réussit pas à assurer la sécurité lors de son déploiement, il y a un impact sur la capacité d'exécuter complètement leur mandat et ainsi sur l'efficacité de la mission. Les Nations Unies doivent démontrer auprès de la population locale leur capacité à protéger leur personnel (Willmot, Sheeran et Sharland, 2015).

En conclusion, la violence perpétrée (par une violation de cessez-le-feu ou par un conflit toujours actif) lors du déploiement d'une opération de paix apporte certains défis et en particulier celui de maintenir la sécurité du personnel, des infrastructures, des mouvements de la mission. Si l'ONU n'est pas capable de se protéger efficacement, cela aura un effet négatif sur la mise en œuvre du mandat surtout auprès de la population locale (Willmot, Sheeran et Sharland, 2015).

1.6. Conclusion : un environnement en évolution

En conclusion, l'efficacité d'une mission de paix dépend des ressources de la mission (humaines, matérielles et financières), la coopération avec les populations et les élites locales et

l'environnement sécuritaire du déploiement. Des ressources suffisantes permettent de diminuer la violence utilisée par les parties du conflit et faire appliquer les accords de paix. Au contraire, un manque de ressources matérielles, financières et humaines rend difficile la mise en œuvre du mandat, surtout lors d'un déploiement dans un environnement où la violence sévit. Par son omniprésence, assurer la protection du personnel devient une tâche complexe principalement quand la mission doit faire face à un manque de ressources. Cette situation entraîne l'ONU à se focaliser davantage sur la sécurité de leur personnel et les éloigne de leur tâche primaire qui est la protection des civils. De plus, la sécurité autour du personnel onusien et de ses infrastructures peut les priver de sortir des camps ce qui a des conséquences sur leur mission en freinant la coopération avec les populations locales. Finalement, cette collaboration dépend également du consentement des élites locales au déploiement et si elles jugent la mission impartiale.

Néanmoins, la littérature fait peu état de l'impact des terroristes sur l'efficacité de la mise en œuvre du mandat d'une opération de paix. Pourtant dans les situations de conflits modernes, les missions de paix sont confrontées à la présence croissante de groupes terroristes. En effet, ces derniers ont toujours été présents dans des conflits internes, mais depuis 2010, le nombre de combattants salafistes-djihadistes s'est considérablement accru avec une augmentation du nombre de morts dû à de la violence impliquant l'État islamique, Al-Qaïda et leurs affiliés (Von Einsiedel, Bosetti, Cockayne, & al., 2017). Il existe donc une nécessité pour les Nations Unies de s'adapter à une menace terroriste en évolution qui est de plus en plus transnationale, imprévisible et étroitement liée aux conflits en cours (Boutellis et Chowdhury, 2016). Aussi, depuis 2001, le personnel onusien des opérations de maintien de la paix est souvent ciblé par des attaques terroristes (Von Einsiedel, Bosetti, Cockayne, & al., 2017). Ces attaques apportent d'autres défis puisque cela affecte leur habilité à recruter, à interagir avec la population locale due à

l'augmentation des mesures de sécurité autour du personnel, mais également à l'instauration de la peur au sein de la population locale d'être victime à leur tour (Perito, 2015).

Enfin, les études ne réfléchissent pas spécifiquement à l'impact de la présence terroriste, mais, comme je vais l'élaborer dans le prochain chapitre, elles ne tiennent également pas compte de l'effet des opérations contreterroristes sur l'efficacité des missions de paix déployées sur le même terrain.

CHAPITRE II : CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIE

2. Cadre théorique et méthodologie

2.1. Cadre théorique

2.1.1. Question de recherche

Cette recherche tentera de comprendre l'influence de la présence d'une force militaire de lutte contre le terrorisme sur l'efficacité de l'opération de paix déployée par les Nations Unies au Mali. Pour ce faire, cette étude analysera l'influence des interventions militaires de contreterrorisme par des pays tiers (la France et le G5 Sahel) lors du conflit malien sur l'efficacité de la MINUSMA.

2.1.2. L'efficacité des interventions militaires de lutte contre le terrorisme

Face au terrorisme, il existe trois réponses potentielles. Tout d'abord, les gouvernements peuvent décider de ne rien faire ou simplement mettre en place des mesures défensives pour se préparer à d'autres attaques potentielles. Ensuite, ils peuvent engager des réponses ciblées, comme des frappes limitées ou la capture de terroristes. Finalement, ils peuvent opter pour une réponse militaire massive avec pour objectif d'éradiquer le terrorisme et empêcher le support par des gouvernements ou des populations locales à des groupes terroristes (Lake, 2002 et Sheehan, 2009). Cependant, depuis les attentats du 11 septembre 2001, l'intervention militaire est l'outil le plus souvent utilisé pour lutter contre le terrorisme (Choi et James, 2016).

Généralement, ce type de réponse permet des gains à court terme, mais a un prix élevé à long terme (Campbell et Connolly, 2003). Certes, au début, une intervention militaire peut freiner

les activités terroristes, mais très vite, elle a l'effet inverse et a tendance à attiser le terrorisme (Sheehan, 2009 et Choi, 2011). En effet, un renforcement des réseaux terroristes se produit par une augmentation des griefs et du recrutement au sein des populations locales où l'intervention militaire se déploie (Choi, 2011, Sheehan, 2009). La coercition a aussi tendance à radicaliser les modérés (Lake, 2002). De plus, la nature discriminante d'une telle opération par une désignation de l'ennemi peut réduire la légitimité de l'intervention auprès des civils (Campbell et Connolly, 2003).

Finalement, la lutte contre le terrorisme représente des coûts énormes autant humains que financiers. En effet, malgré de nombreuses opérations contreterroristes, le nombre de victimes du terrorisme s'est multiplié par sept entre 2000 et 2016 (Attree, Street et Venchiarutti, 2018). De plus, une augmentation des activités terroristes entraîne une augmentation des dépenses de défense pour la lutte contre le terrorisme. Néanmoins, la hausse de ces dépenses ne permet pas de diminuer le terrorisme (Feridum et Shabaz, 2010).

Ainsi, les réponses militaires ne suffisent pas à réduire le terrorisme (Feridum et Shabaz, 2010) et ont même tendance à l'attiser (Sheehan, 2009). Pour cette raison, des réponses multidimensionnelles devraient être développées avec des mesures militaires, mais également politiques, économiques et sociales (Feridum et Shabaz, 2010).

2.1.3. L'influence des forces contreterroristes sur l'efficacité d'une opération de paix

Dans la littérature sur l'efficacité des missions de paix des Nations Unies, l'influence du terrorisme et des forces de contreterrorisme est très peu prise en compte. En effet, les quelques recherches qui abordent ces questions n'ont pas pour objectif d'évaluer le succès ou l'échec d'une opération, mais font simplement état des conséquences de cette présence terroriste sur la mise en place d'une paix durable. En outre, les recherches ont établi le manque d'efficacité, voir

l'inefficacité des opérations militaires de lutte contre le terrorisme. Leur présence aurait même tendance à attiser le terrorisme.

Dans le cas malien, la MINUSMA et les forces contreterroristes collaborent depuis le déploiement de la mission. Cette partie permettra ainsi d'établir l'ensemble des impacts négatifs et positifs possibles de la présence des forces de lutte contre le terrorisme et leur collaboration sur l'efficacité des missions de paix. Pour évaluer l'efficacité de la MINUSMA, cette recherche se concentre sur une évaluation à court terme du mandat et ainsi montrée l'influence des forces de contreterrorisme sur les efforts de la mission dans la stabilisation de la situation sécuritaire du pays.

2.1.3.1. Les ressources

Les ressources humaines, matérielles et financières d'une mission sont primordiales pour son succès. En effet, des ressources suffisantes à travers un large déploiement de troupes assez équipées ont un effet dissuasif sur l'utilisation de la violence par les groupes armés. En limitant la violence, les Casques bleus permettent un confinement géographique du conflit ainsi qu'une réinstallation des civils qui ont trouvé refuge soit ailleurs dans le pays soit dans un État voisin. Les troupes onusiennes ont pour objectif également de protéger les civils face à la violence induite par le conflit. Ainsi, la réduction de la violence amène une plus grande sécurité au sein des populations locales. Finalement, des ressources nécessaires permettent d'assurer la sécurité du personnel onusien et de ses infrastructures pour mettre en œuvre plus efficacement son mandat.

Une coopération avec des forces de contreterrorisme peut permettre de renforcer et ainsi de combler les ressources de la mission de paix si elle peine à atteindre celles accordées par le Conseil de sécurité. Dans ce sens, les forces de contreterrorisme peuvent intervenir en soutien d'une opération de paix pour apaiser les tensions et la violence induite par les parties du conflit. Avec

leur appui, les troupes onusiennes ont un effet plus dissuasif puisqu'elles représentent un obstacle physique encore plus grand à surmonter par les groupes armés.

Le contraire est également possible, à savoir que l'opération de paix est appelée à soutenir l'intervention contreterroriste. Par exemple lors d'un appui logistique, les ressources déjà limitées d'une mission sont mises en partie au service des forces contreterroristes. Cela peut empiéter sur leur efficacité à mettre en œuvre leur mandat comme la protection des civils puisque les ressources doivent être partagées entre le soutien aux forces contreterroristes, la sécurité du personnel et celle de la population locale.

2.1.3.2. L'environnement sécuritaire du conflit

Les troupes onusiennes sont régulièrement déployées dans des environnements où la violence reste omniprésente parce que le conflit est toujours en cours ou parce que des violations du cessez-le-feu sont commises par les groupes armés ou le gouvernement.

Comme mentionné précédemment, le soutien des forces de lutte contre le terrorisme peut permettre de réduire plus efficacement la violence induite par les combats en apaisant plus rapidement les tensions. Ainsi la sécurité du personnel et des populations locales est moins à risque. En revanche, les études suggèrent que les interventions militaires sont généralement inefficaces pour lutter contre le terrorisme et qu'elles ont plutôt une tendance à l'attiser. Le terrorisme peut alors devenir omniprésent dans un environnement sécuritaire parfois déjà complexe et compliqué à gérer pour la mission de paix. Si c'est le cas, la présence du terrorisme aura un impact négatif sur l'efficacité des opérations de paix.

Dans ce cas, les troupes onusiennes sont confrontées non seulement à la violence des parties traditionnelles du conflit, mais également à celle provenant d'attaques terroristes. Le personnel

onusien et leurs infrastructures sont alors encore plus à risque d'être ciblés surtout lors d'une coopération avec les forces de lutte de contreterrorisme.

D'autre part, l'objectif d'une opération de paix est d'être capable de protéger son personnel et de répondre aux attaques, tout en étant apte à poursuivre leurs actions comme se rendre dans différentes communautés pour protéger et interagir avec la population locale. Ainsi, en plus d'être plus à risque d'être ciblée par des attaques terroristes, la recrudescence de la violence associée à la présence de forces contreterroristes ralentira grandement la mise en œuvre du mandat de la mission.

2.1.3.3. La coopération avec le local

La nécessité de coopérer avec les élites et les populations locales est indéniable pour qu'une mission soit un succès. Les informations obtenues lors de cette coopération sur les dynamiques de violence et les besoins de la population permettent de résoudre les conflits plus rapidement et de mettre en place une stratégie adaptée pour instaurer une paix durable.

La coopération avec des forces de lutte contre le terrorisme peut également entraîner de la méfiance de la part de la population. Effectivement, quand la population locale a des liens étroits avec des membres de groupes terroristes, elle peut développer de la méfiance envers l'opération de paix dès lors qu'elle est associée aux forces de contreterrorisme.

Le soutien des élites et des populations locales dépend également de leur consentement au déploiement de la mission et de l'impartialité de celle-ci. Néanmoins, la collaboration entre les forces de contreterrorisme et l'opération de paix rend cette dernière en partie partielle puisqu'elle rentre dans la logique ami/ennemi surtout si les groupes terroristes sont des acteurs actifs du conflit. En désignant les terroristes comme les ennemis, elle complique les relations avec les populations

locales, car les civils peuvent également avoir des liens avec des membres des groupes terroristes. Ainsi, les populations locales peuvent ne plus vouloir des troupes onusiennes sur le territoire.

Comme mentionné précédemment, le personnel onusien est pris pour cible plus facilement due à sa coopération avec les forces contreterroristes. Les mesures sécuritaires mises en place peuvent limiter les actions du personnel, par exemple en ne pouvant plus sortir des camps. Ceci entraverait la capacité de l'ONU à établir des liens avec les populations locales.

2.2. Méthodologie

2.2.1. L'étude de cas : une approche qualitative

Cette recherche s'appuiera sur une étude de cas : l'efficacité de l'opération de paix, MINUSMA, au Mali. En théorie, il existe une diversité d'étude de cas par leurs objectifs, leurs caractéristiques et leurs résultats. L'étude de cas est une stratégie de recherche empirique approfondie d'un ou un petit nombre de phénomènes afin d'explorer leur configuration et évaluer des explications théoriques (Venesson, 2008).

Il existe de nombreux exemples de guerres civiles en prise avec le terrorisme, mais dans la majorité des cas l'intervention onusienne est une mission politique et non une mission de paix de grande envergure comme en Afghanistan ou en Somalie. Les missions politiques manquent d'intérêt pour cette recherche puisqu'elles appuient simplement les processus politiques et si des militaires sont déployés c'est seulement pour assurer la protection du personnel onusien. Pour analyser l'efficacité d'une opération de paix, une mission de grande envergure permet de prendre en compte plus d'indicateurs d'efficacité en lien avec son mandat sécuritaire. En 2013, une mission de stabilisation des Nations Unies (MINUSMA) est déployée au Mali où des groupes terroristes et armés sont présents. Cette mission comprend plus de 10 000 militaires et policiers en uniforme,

700 observateurs et presque autant d'agents locaux dans l'ensemble du pays. De plus, cette opération a pour mandat d'appuyer le processus politique, d'effectuer différentes tâches sécuritaires comme la protection des civils, de soutenir la promotion et le respect des droits de l'homme, etc. (Boutellis et Chowdhury Fink, 2016). D'autre part, cette mission représente la première fois où une opération de maintien de la paix intervient dans un environnement où des opérations antiterroristes sont en cours (Karlsrud, 2017).

Il existe différents types d'étude de cas (Venesson, 2008). Cette recherche est une étude de cas d'affinage et de génération de nouvelle hypothèse. En effet, le contexte du déploiement de la MINUSMA représente une nouveauté dans la recherche sur l'efficacité des opérations de paix. Cette littérature ne s'est pas encore intéressée à l'impact de la présence de forces contreterroristes sur l'efficacité de la mission de paix. Ainsi, cette recherche établit de nouvelles hypothèses de l'implication de ce lien.

2.2.2. Limites d'une étude de cas

De nombreuses critiques existent au sein de la littérature sur l'étude de cas. Pour une étude de cas, les critiques se concentrent sur la validité interne et externe de la recherche. En effet, l'existence d'un biais du chercheur sur les résultats met en péril la validité de la recherche. Ce biais apparaît dès lors qu'une utilisation partielle des informations est faite. Ceci engendre une description incomplète du cas (Roy, 2009). Cette recherche se focalise seulement sur l'aspect sécuritaire de l'efficacité de MINUSMA. De plus, en utilisant des sources ouvertes, le point de vue des locaux est plus difficile à établir. Néanmoins, les informations fournies par les rapports émis par le Conseil de sécurité des Nations Unies et par des recherches sur le Mali ont été utilisées dans

cette recherche et apparaissent suffisantes pour une analyse complète. D'un autre côté, le problème de validité externe est dû à un manque de possibilité de généralisation d'une étude de cas, mais cette recherche ne prétend pas pouvoir le faire. Néanmoins, dans la mesure où les opérations de paix côtoient de plus en plus des forces de lutte contre le terrorisme, l'évaluation de l'impact de ces dernières est une entreprise utile et légitime.

2.2.3. Les sources

Cette étude s'appuie sur des sources ouvertes qui seront des documents produits par les acteurs du conflit et des chercheurs. « Une telle démarche consiste à utiliser des données, dont les (...) éléments informatifs [ont été] rassemblés pour des fins autres que celles pour lesquelles les données avaient été recueillies initialement » (Dionne et Fleuret, 2016, p.254). Dans ce sens, les données récoltées n'ont pas été produites pour répondre aux questionnements de cette recherche.

Ce type de données a certains avantages comme un accès facile et rapide. Néanmoins, pour la production d'une bonne analyse, il est nécessaire d'être conscient des faiblesses de ce type de données. Elles peuvent être plus ou moins pertinentes, parfois peu informatives. De plus, des données peuvent être manquantes. Finalement, il est difficile d'avoir accès à la source des données et les informations présentes dans les documents sont biaisées par la personne qui les rédige (Dionne et Fleuret, 2016). Ainsi, l'objectif du document et qui l'écrit sont deux points importants à prendre en compte lors de l'analyse. Pour cette raison, j'ai pris différentes sources pour pouvoir confirmer ou infirmer l'ensemble des informations récoltées. Je suis également consciente de la provenance des informations. Pour cette raison, j'utilise seulement les données factuelles et non l'interprétation de l'ONU de leurs rapports.

Cette étude s'appuiera ainsi sur des sources ouvertes, mais deux types de documents seront utilisés. Tout d'abord, des documents dits primaires écrits par les acteurs du conflit. Dans cette catégorie, on inclut l'ensemble des documents produits par les Nations Unies sur la mission de maintien de paix déployé au Mali. Ensuite, les documents secondaires sont produits par les chercheurs. Ce groupe rassemble les recherches faites sur la guerre civile au Mali. Les recherches ne se concentrent pas seulement sur l'efficacité de l'opération de paix des Nations Unies, mais sur l'ensemble des recherches qui aborde la guerre civile. Toute cette documentation me permettra de réunir les faits nécessaires à mon analyse.

CHAPITRE III : ANALYSE

3. Analyse

L'analyse se divisera en cinq grandes parties. Nous commencerons par une description du contexte en mettant l'accent sur le conflit qui a mené au déploiement de la MINUSMA. Dans la deuxième partie, nous aborderons le mandat de la mission à travers le type de mandat choisi par le Conseil de sécurité et la coopération avec les interventions militaires contreterroristes régionales et internationales qui se déroulent en parallèle sur le territoire malien. Dans les trois parties suivantes, nous évaluerons l'influence des opérations de lutte contre le terrorisme sur l'efficacité de l'opération de paix du Mali à travers les trois mécanismes d'efficacité identifiés dans le cadre théorique : l'environnement sécuritaire, les ressources de la mission et la coopération avec le local.

3.1. Historique et contexte du conflit malien

Le Mali est l'un des pays les plus pauvres du monde à cause du manque de ressources agricoles et pastorales. Au nord, le paysage est désertique et broussailleux alors qu'au sud, la savane et les marécages sont à perte de vue. Les grandes villes du Mali se situent le long du Niger : Bamako, Ségou et Mopti au sud ; Tombouctou et Gao au nord. L'islam est la religion pratiquée majoritairement par les 16 millions d'habitants. Une diversité existe au sein de la population en termes de langue et d'ethnie (Heisbourg, 2013). Le nord du Mali — foyer de la minorité touareg du pays — comprend la grande partie du Sahara qui borde l'Algérie, le Burkina Faso, la Mauritanie et le Niger. Ce pays a obtenu son indépendance de la France en 1960 et depuis 1992, le Mali est une démocratie constitutionnelle (D'Ettorres, 2018).

3.1.1. Les rébellions précédentes entre 1963 et 2006

Les Touaregs ont toujours représenté un point sensible pour le gouvernement central à Bamako. Ayant lutté pour leur indépendance au temps de la colonisation, les Touaregs se sont depuis rebellés contre l'État malien à trois reprises entre 1963 et 2009 avant la crise de 2012 (Boutellis et Zahar, 2018).

La première rébellion touareg débute en 1963, mais les forces maliennes y mettent un terme rapidement en 1964 grâce à leur suprématie militaire. Un sentiment de marginalisation politique et d'une négligence économique de la part du gouvernement sont la source de leurs griefs (Shaw, 2013). En effet, ils demandent une reconnaissance politique des populations du nord et de leur mode de vie ainsi qu'un statut particulier. Néanmoins, en raison de leur défaite militaire leurs demandes ne sont pas prises en considération par le gouvernement (Boutellis et Zahar, 2018).

Menée par des exilés touaregs et arabes suite à la première rébellion, la révolte suivante commence en 1990 avec les mêmes revendications et une volonté des militants que les Touaregs soient intégrés à l'armée malienne. Contrairement à la première fois, le gouvernement et le groupe armé signent l'Accord de Tamanrasset en janvier 1991 pour apaiser les tensions. Il accorde un statut à la population nordique demandé par les rebelles. Néanmoins, le 26 mars 1991, une rébellion populaire éclate dans le sud. Celle-ci ravive les tensions entre la population du nord et celle du sud. Les rebelles du nord se scindent en quatre factions avec des aspirations différentes. Le 11 avril 1992, un pacte national est signé afin d'apaiser les tensions et rétablir les relations entre le nord et le sud du Mali. Cependant, des difficultés apparaissent pour appliquer les réformes politiques et économiques créant de nouvelles tensions et aggravant le sentiment de division entre le nord et le sud du Mali (Boutellis et Zahar, 2018).

D'autre part, le vide sécuritaire créé par l'absence des forces maliennes dans le Nord permet au Groupe Salafiste pour la prédication et le combat qui devient plus tard Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), de pénétrer au Mali. Leurs importants moyens financiers ont acheté le soutien de réseaux criminels et des populations nordiques (Boutellis et Zahar, 2018). En effet, des liens étroits existent entre les groupes djihadistes et les différentes communautés du nord et du centre du Mali. Ces liens ont commencé à être tissés dans les années 2000. Ils proviennent de mariages scellés entre des membres de groupes djihadistes et des femmes de différentes communautés. Certains membres peuvent également être nés dans une de ces communautés. Des liens socio-économiques peuvent aussi expliquer l'ancrage des groupes au sein d'une communauté que ce soit par des échanges commerciaux ou par le recrutement de jeunes qui perçoivent une rémunération et un statut social plus élevé grâce à cela au sein de leur communauté. De plus, les groupes djihadistes comprennent le mode de vie nomade des communautés du nord. Finalement, des accords tacites sont passés entre des membres d'un groupe et un haut membre d'une communauté, mais ces liens sociaux sont plus fragiles (Sander et Campana, 2019).

En 2006, la violence reprend conduite par l'Alliance démocratique due aux mêmes griefs que lors des deux rébellions précédentes. En effet, une réponse toujours inadaptée du gouvernement a entraîné un retard dans le développement du nord. De plus, une méfiance au sein des Maliens du sud envers la population nordique reste omniprésente. En mai 2005, les forces maliennes se retirent du nord et laissent les rebelles de l'Alliance démocratique s'emparer de Kidal et Ménaka, deux villes du nord (Boutellis et Zahar, 2018). L'Algérie conduit un nouveau processus de médiation qui mène à la signature de l'Accord d'Alger le 4 juillet 2006 entre le gouvernement et l'Alliance démocratique. Cependant, la mise en œuvre de l'Accord est lente et de nombreuses dispositions ont été rejetées par des partis politiques et des chefs touaregs qui ne sont pas affiliés aux rebelles

(Boutellis et Zahar, 2018). En 2010, une insécurité toujours grandissante pousse le Président Touré à développer un programme spécial pour la paix au lieu de continuer la démilitarisation du nord. Cependant, le manque de coopération avec la population locale et une majorité du budget injecté dans la sécurité et non dans le développement de la région pousse la population nordique à rejeter ce programme (Boutellis et Zahar, 2018).

Pour conclure, les précédentes rébellions entre 1963 et 2009 n'ont pas permis d'apaiser les tensions au sein de la population nordique. Leurs griefs restent présents puisque la mise en application des deux premiers accords de paix a été un échec. Au sein de la population du nord, le sentiment que les accords ne sont jamais appliqués a éclot. La méfiance entre les populations du nord et les Maliens du sud ne cessent de s'accroître. Finalement, les positions et les exigences des groupes armés sont devenues de plus en plus radicales au fil des années (Boutellis et Zahar, 2018).

3.1.2. La crise de 2012

La crise de 2012 débute par une nouvelle rébellion touareg. En effet, à la chute de Kadhafi en Libye en 2011, des Touaregs intégrés dans les forces de sécurité libyennes commencent à revenir lourdement armés ce qui donne un nouveau souffle à la révolte touareg. Ceci entraîne la création du Mouvement pour la libération nationale de l'Azawad (MNLA) (Bøås et Torheim, 2013). Ce groupe se compose principalement du peuple touareg du nord-est du Mali, notamment les tribus Iforas et Idnan. Les personnalités clés de l'organisation arrivent de Libye avec des armes, de la formation et de l'argent (Shaw, 2013). En janvier 2012, les Touaregs lancent une offensive contre les forces armées maliennes déployées au nord avec le soutien des groupes islamistes Ansar Eddine et AQMI. Leur suprématie militaire et les lourdes pertes mènent quelques officiers désenchantés à faire un coup d'État contre le gouvernement démocratique élu de Bamako le 22 mars 2012. Début

avril, le MNLA proclame la République de l’Azawad (nom que les Touaregs donnent au Nord-Mali). Très vite, une lutte de pouvoir oppose le MNLA aux groupes Ansar Eddine et le Mouvement pour l’unicité et le jihad de l’Afrique de l’Ouest (MUJAO), une émanation du groupe AQMI. Grâce à leur supériorité militaire et financière, les groupes islamistes remportent aisément la bataille de Gao face au MNLA qui décide d’abandonner le contrôle de la zone à Ansar Eddine et MUJAO (Shaw, 2013 et Boutellis et Zahar, 2018).

Face à la situation précaire du Mali, le Président du Burkina Faso en tant que médiateur, désigné par la CEDEAO entame des négociations entre les différentes parties (le gouvernement, les groupes islamistes et le MNLA). En parallèle, des officiels de l’Algérie amorcent une discussion avec le groupe Ansar Eddine pour qu’il se dissocie d’AQMI et du MUJAO. Néanmoins, ces tentatives de négociations sont arrêtées dès lors que les groupes terroristes commencent à descendre vers les Sud (Boutellis et Zahar, 2018).

En parallèle, en réponse à une dégradation de la situation sécuritaire, grâce à la Résolution 2085 adoptée le 20 décembre 2012, le Conseil de sécurité des Nations Unies mandate une mission internationale d’appui au Mali sous conduite africaine (MISMA) pour aider les autorités maliennes à prendre le contrôle du nord. Alors que la mission doit être déployée en septembre 2013, l’évolution de la crise mène l’Union africaine et la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest à déployer la mission dès janvier (D’ettorres, 2018). En effet, le 10 janvier 2013, les groupes djihadistes lancent deux attaques au centre du pays, soulevant des inquiétudes quant à leur éventuelle marche vers la capitale, Bamako. Dioncouda Troaré, président de l’Assemblée nationale en 2012 et installé au pouvoir au titre de président par intérim suite au coup d’État, demande le soutien militaire de la France pour repousser les attaques djihadistes et reprendre le contrôle du Nord-Mali. (Shaw, 2013 et Heisbourg, 2013). Le président Hollande

décide d'intervenir en vertu de l'article 51 de la Charte des Nations Unies (Heisbourg, 2013). Le 12 janvier, l'opération Serval est déployée avec pour objectif immédiat de sécuriser Bamako, d'arrêter l'attaque terroriste, de détruire les bases ennemies et de préparer l'arrivée des forces africaines, déployées à partir du 19 janvier. L'intervention française permet de reprendre le contrôle des trois grandes villes du Nord, Gao, Kidal et Tombouctou, mais les djihadistes continuent de lancer des attaques et ne sont pas militairement défaits (Bøås et Torheim, 2013). Les lourdes pertes au sein des rangs islamistes les poussent à se réfugier dans le sud de la Libye et dans la grande partie de l'Adrar des Ifoghas, massif montagneux situé à la fois dans le nord-est du Mali et dans le sud de l'Algérie (Boutellis et Zahar, 2018).

À la fin des combats, la France appuie la nécessité du déploiement d'une mission de paix des Nations Unies. Le 25 avril 2013, la résolution 2100 du Conseil de sécurité des Nations Unies autorise le déploiement d'une opération de soutien au processus politique ainsi que la stabilisation du Mali (MINUSMA) pour remplacer la MISMA à partir du 1^{er} juillet 2013 (Boutellis et Zahar, 2018 et <https://minusma.unmissions.org/historique>).

Le 18 juin 2013, un accord de paix préliminaire est signé entre le gouvernement intérim du Mali et deux groupes armés (le MNLA et le HCUA, le Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad) à Ouagadougou (Burkina Faso) pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel grâce à des élections présidentielles et parlementaires et un dialogue inclusif pour la paix. L'Accord d'Ouagadougou a mené un cessez-le-feu entre les différentes parties. Ceci a permis des élections présidentielles et parlementaires en juillet et en août 2013 dans l'ensemble du Mali appuyé par la MINUSMA (Boutellis et Zahar, 2013).

Malgré la signature de l'accord de paix préliminaire et la tenue des élections présidentielles, les hostilités continuent, ainsi le conflit est loin d'être réglé. De juin 2013 à mai 2014, des crises politiques et des incidents sécuritaires se multiplient et entravent l'action de la MINUSMA.

Entre 2014 et 2015, des négociations se sont tenues à Alger en vue de la signature d'un Accord de paix et de réconciliation. De nombreux affrontements entre les parties du conflit se sont déroulés pendant toute la période de négociation, ce qui a provoqué des retards importants dans l'élaboration de l'Accord. Néanmoins, l'Accord de paix et de réconciliation est signé en deux étapes, tout d'abord par le gouvernement et la Plateforme le 15 mai 2015, puis par la Coordination le 20 juin 2015 (Boutellis et Zahar, 2018 et Conseil de sécurité des Nations Unies, 2015/732)⁶.

3.2. Le mandat

3.2.1. MINUSMA : une opération de paix robuste

En 2013, la MINUSMA est déployée avec un mandat où un non-recours à la force est imposé sauf en cas de légitime défense (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2013/2100). Néanmoins, comme mentionné précédemment, entre 2013 et 2015, la mission doit faire face à de nombreux incidents sécuritaires. Les affrontements entre les parties signataires de l'accord de paix préliminaire et entre les communautés sont courants et entravent la mise en application du mandat de la mission de paix.

⁶ Les groupes armés se sont scindé en deux regroupements : la Coordination et la Plateforme. La coordination rassemble le mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), le haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), le mouvement arabe de l'Azawad (MAA), des représentants de la coordination des mouvements et des fronts patriotiques de résistance II (CMFPR-II) et une faction de la coalition du peuple de l'Azawad (CPA). La plateforme quant à elle réunit CMFPR-I, CPA, une autre faction du MAA et des membres du groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliée (GATIA) (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2015/426).

En 2016, à la suite des négociations d'Alger et à la signature de l'Accord de paix, le Conseil de sécurité modifie le mandat de la mission pour une approche plus robuste (Boutellis et Zahar, 2018). En effet, le Conseil de sécurité, « autorise la MINUSMA à utiliser tous les moyens nécessaires pour accomplir son mandat » et « prie la MINUSMA de continuer de s'acquitter de son mandat en étant proactive, robuste, flexible et agile » (Conseil de sécurité des Nations unies, 2020/2531, p.7). Cela signifie que le Conseil de sécurité autorise l'utilisation de tous les moyens nécessaires pour exécuter le mandat et protéger la mission. Dans ce sens, le mandat autorise l'usage de la force et ainsi la MINUSMA se définit comme une intervention dite robuste. Cette décision s'explique par la multiplication des attaques asymétriques par les terroristes contre la mission et l'augmentation de la violence intercommunautaire ce qui amène le Conseil de sécurité à mettre l'accent tout particulièrement sur la protection des civils, la sécurité de ses infrastructures et de son personnel (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2020/2531). En effet, depuis des années, les civils sont aussi touchés que la mission par les attaques des groupes extrémistes et les violences intercommunautaires (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2020/952).

3.2.2. Les objectifs sécuritaires du mandat

Depuis le déploiement de la mission, les objectifs du mandat sécuritaire restent sensiblement les mêmes : sécurité, stabilisation et protection des civils par l'appui de la mise en œuvre de l'accord de paix (préliminaire entre 2013 et 2015 et l'accord de paix signé en 2015), le rétablissement de l'autorité de l'État dans l'ensemble du pays, la promotion et la protection des droits de l'homme et des civils (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2013/2100).

En 2013, la MINUSMA a appuyé la première phase du cantonnement des groupes armés avant un processus général de désarmement, de démobilisation et de réintégration établie dans

l'Accord préliminaire. De nombreux affrontements entre les groupes armés, des tensions intercommunautaires et des violations graves des droits de l'homme rendent la protection des civils complexe. Pour cela, la MINUSMA participe aux dispositifs d'alertes et de réactions rapides. De plus, une présence réduite de la police, la gendarmerie, la garde nationale et des administrations pénitentiaires dans le nord ne permet pas de réduire la violence omniprésente (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2013/582 et 2014/1).

L'année 2014 est marquée par le début des négociations de l'Accord de paix. En février, les différentes parties du conflit signent un document présentant une approche commune pour le cantonnement même si peu d'avancées ont été produites dans sa réalisation. De plus, conformément à la politique des autorités maliennes de transfert du maintien de l'ordre des groupes armés aux institutions qui en sont chargés, des policiers et gendarmes continuent à être déployés, même si cela reste insuffisant pour assurer la sécurité du nord. La MINUSMA aide à la formation des gendarmes et des policiers et continue les patrouilles pour protéger les civils. Néanmoins, la situation sécuritaire reste précaire et de nombreuses violations des droits de l'homme sont rapportées (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2014/229, 2014/403 et 2014/943).

En 2015, les groupes armés et le gouvernement signent l'Accord de paix. De nombreuses confrontations ont eu lieu entre les différentes parties surtout avant et juste après cette signature rendant la situation sécuritaire extrêmement précaire. Néanmoins, le dernier trimestre n'a connu aucune violation du cessez-le-feu. Par un retrait de certaines forces de défense et de sécurité malienne, le rétablissement de l'autorité de l'État a reculé. Dans la mise en œuvre de l'Accord, différentes décisions ont été prises pour avancer dans le cantonnement et les patrouilles conjointes. Le 14 novembre, les parties signataires collaborent à travers la première patrouille mixte dans le nord. La MINUSMA a également aidé à rendre opérationnelle une unité judiciaire spécialisée dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale. Aucune amélioration n'a été faite sur

la question des droits de l'homme (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2015/732, 2015/426 et 2015/1030).

Aucun combat entre les parties signataires n'a été recensé jusqu'en juillet 2016. Cependant, une présence toujours limitée des forces de sécurité et de défense maliennes et de l'autorité de l'État a pour conséquences une instabilité et une précarité de la situation sécuritaire, même si la MINUSMA aide à leur déploiement dans le nord et le centre du Mali. De plus, des violations fréquentes des droits de l'homme sont encore à déplorer. En 2016, huit sites de cantonnement sont construits avec l'aide de la MINUSMA, mais les groupes armés tardent à fournir leurs listes des combattants retardant le début du cantonnement. Même avec un retard dans l'organisation des patrouilles mixtes, le 3 octobre, des patrouilles conjointes entre la Plateforme, la Coordination et les forces maliennes ont été menées dans les régions de Gao et Ménaka (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2016/819 et 2016/1137).

En 2017, des progrès limités sont réalisés dans le domaine de la stabilisation du pays. Le cantonnement et le désarmement, la démobilisation et la réintégration ne peuvent pas commencer sans la liste des combattants que les groupes armés refusent toujours de donner. Cependant, les premières patrouilles mixtes sont menées à Gao en février. La MINUSMA continue d'appuyer les efforts pour un redéploiement des forces maliennes. De plus, la mission dispense des formations sur la police de proximité pour rapprocher les populations locales et la police, la gendarmerie et la garde nationale. Finalement, les conditions de sécurités restent instables, voir se dégradent lors des affrontements entre les parties signataires. Ce contexte rend difficile la protection des civils et des droits de l'homme (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2017/271, 2017/811 et 2017/1105).

En 2018, les parties signataires se sont mises d'accord sur les critères d'intégration et les quotas pour les institutions de la sécurité intérieure et la fonction publique, mais il reste des désaccords sur les quotas pour les forces de défense et de sécurité maliennes. La première phase

de la reconstitution et du redéploiement des forces maliennes dans les régions de Kidal et Tombouctou démarre par la mise en œuvre opérationnelle des patrouilles mixtes et du mécanisme opérationnel de coordination. Jusqu'à fin mai, les groupes armés ont préenregistré leurs combattants pour un recensement. De plus, avec l'appui de la MINUSMA, le gouvernement a mis en place un processus accéléré de désarmement, démobilisation et réintégration pour 1600 combattants du mécanisme opérationnel de coordination. Cependant, les conditions de sécurité restent déplorables avec des civils de plus en plus ciblés par des attaques asymétriques et les conflits intercommunautaires. Finalement, les violations des droits de l'homme ne se réduisent pas, même si la MINUSMA poursuit la formation des forces maliennes (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2018/273, 2018/866 et 2018/1174).

En 2019, la situation sécuritaire ne s'améliore pas avec une augmentation des victimes de violence et des abus des droits de l'homme chez les civils. Les combattants inscrits au processus accéléré de désarmement, démobilisation et réintégration sont formés pendant trois mois par les forces maliennes avant leur intégration dans les forces armées et la garde nationale. Les 1330 anciens combattants sont ensuite déployés dans le nord dans le cadre des unités reconstituées et réformées avec l'aide de la MINUSMA. Une phase de rattrapage est organisée pour 510 membres du mécanisme opérationnel de coordination. De plus, 668 déserteurs ont réintégré les forces nationales et sont redéployés dans leurs anciennes unités en conservant leur grade. Finalement, la première étape du programme nationale de désarmement, démobilisation et réintégration est l'enregistrement biométrique de 74 000 anciens combattants, dont 10 000 qui seront intégrés aux forces nationales et aux administrations publiques (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2019/262, 2019/782 et 2019/983).

Le déploiement en février 2020 d'une unité reconstituée des forces armées nationales à Kidal représente une première depuis 2012 de la présence officielle de force publique. À Gao et

Tombouctou, les unités reconstituées commencent leurs activités pour assurer la sécurité de leur région. Néanmoins, des désaccords apparaissent entre les parties signataires ce qui ralentit le déploiement des compagnies reconstituées à Gao et Kidal. Grâce au programme de désarmement, démobilisation et réintégration, 16 000 anciens combattants seront réinsérés dans leur communauté et 48 000 bénéficieront du programme national de réadaptation communautaire. À la suite du coup d'État d'août 2020, un retard est constaté dans la deuxième phase du processus accéléré de désarmement, démobilisation et réintégration. Finalement, une dégradation des conditions de sécurité et de la situation des droits de l'homme ralentit toujours le rétablissement de l'autorité étatique dans le nord et le centre du Mali (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2020/223, 2020/476, 2020/952 et 2020/1281).

Pour conclure, dû à la situation sécuritaire au Mali, le Conseil de sécurité a décidé d'autoriser la MINUSMA à user de la force par un mandat robuste. L'insécurité ralentit la mise en œuvre de l'Accord de paix et ainsi du mandat. Le reste de l'analyse permettra d'établir dans quelle mesure la coopération et la présence des forces contreterroriste influencent ces difficultés d'application du mandat.

3.2.3. La coopération avec les forces de lutte contre le terrorisme

3.2.3.1. Entre 2013 et 2018

En 2013, l'opération Serval met en place les conditions de sécurités nécessaires au déploiement d'une opération de paix. À la suite du succès de son opération, la France soutient auprès des autres membres du Conseil de sécurité la création et le déploiement de la MINUSMA (Charbonneau, 2017b). La résolution 2100 du Conseil de sécurité « autorise l'armée française dans

la limite de ses capacités et dans ses zones de déploiement, à user de tous les moyens nécessaires, à partir du commencement des activités de la MINUSMA jusqu'à la fin de son mandat autorisé par la présente résolution, d'intervenir en soutien d'éléments de la Mission en cas de danger grave et imminent à la demande du Secrétaire général » (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2013/2100, p.9). D'autre part, la MINUSMA échange des informations avec les responsables de l'opération Serval. Au 1^{er} juillet 2013, le Département des opérations de maintien de la paix et le ministre de la Défense signent un accord technique de soutien des forces françaises envers la mission (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2013/582).

En février 2014, les Gouvernements du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad créent le groupe des cinq pays du Sahel (G5 Sahel) dans un effort de coordination des politiques internationales, de développement et de sécurité internationale (Conseil de sécurité des Nations unies, 2014/229, et Charbonneau, 2019). De plus, en 2014, l'opération Barkhane remplace l'opération Serval. Définie comme une opération de lutte contre le terrorisme, elle ne se limite plus seulement au Mali, mais elle se déploie sur l'ensemble de la zone du G5 Sahel (Charbonneau, 2017). D'autre part, la MINUSMA garde au sein de son mandat la possibilité d'un appui des forces françaises lors d'un danger grave et imminent. La mission coopère également avec l'opération Barkhane dans le domaine d'échange d'informations. Ils coordonnent leurs opérations dans la limite de leurs mandats respectifs. La police des Nations Unies déployée avec la mission peut aussi offrir une assistance technique aux forces françaises ainsi qu'assurer des services d'encadrement et d'autres activités pour renforcer leurs capacités (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2014/943). La MINUSMA partage ses camps de Kidal et Tessalit dans le nord du Mali avec l'opération Barkhane (Charbonneau, 2019).

3.2.3.2. *Depuis 2018*

Le G5 Sahel crée une force conjointe (FC-G5S) pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent (Charbonneau, 2019). En dehors de la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale, la FC-G5S a pour objectifs de permettre le retour des personnes déplacées ou réfugiées chez elles, contribuer au développement, aider les activités humanitaires et appuyer à la restauration de l'autorité de l'État. La stratégie opérationnelle se compose en partie de la collaboration entre la FC-G5S, l'opération Barkhane et la MINUSMA (Ismail et Kifle, 2018). Lors de son déploiement en octobre 2017, à travers la résolution 2364, le Conseil de sécurité autorise la collaboration entre les forces du G5 et la MINUSMA (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2017/811). Le 23 février 2018, un accord technique est signé entre le G5 Sahel, les Nations Unies et l'Union européenne. Cet accord définit les modalités de l'appui fourni par la MINUSMA (les évacuations sanitaires, le génie et l'appui logistique). Les forces du G5 Sahel doivent également respecter les droits de l'homme et le droit international humanitaire (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2018/273). Les rapports suivants du Conseil de sécurité sur la situation du Mali font état des efforts de coopération et d'appui entre la MINUSMA et les FC-G5S (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2018/541 et 2018/866).

Finalement, l'opération Barkhane continuer d'user « de tous moyens nécessaires, dans la limite de leurs moyens et dans leurs zones de déploiement [...] pour intervenir à l'appui d'éléments de la Mission en cas de menace grave et imminente » (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2020/2531).

Pour conclure, la MINUSMA coopère avec les forces régionales et internationales de lutte contre le terrorisme. La mission collabore avec les forces de l'opération Serval dès son déploiement

qui a été favorisé par la France puis avec l'opération Barkhane. En 2017, son engagement d'appuyer les FC-G5S confirme la volonté du Conseil de sécurité de stabiliser et sécuriser non seulement le Mali, mais également le Sahel face à la menace terroriste omniprésente dans l'ensemble de la région. Néanmoins, la création de la FC-G5S opère un changement dans la coopération entre la MINUSMA et les forces contreterroristes. Entre 2013 et 2018, les forces françaises appuient la MINUSMA dans sa mission. Depuis 2018, l'opération Barkhane continue de soutenir la mission dans la limite de son mandat, mais MINUSMA fournit également un appui logistique et opérationnel aux forces françaises et à la FC-G5S.

3.3. L'environnement sécuritaire

3.3.1. Le terrorisme : un défi additionnel pour la MINUSMA ?

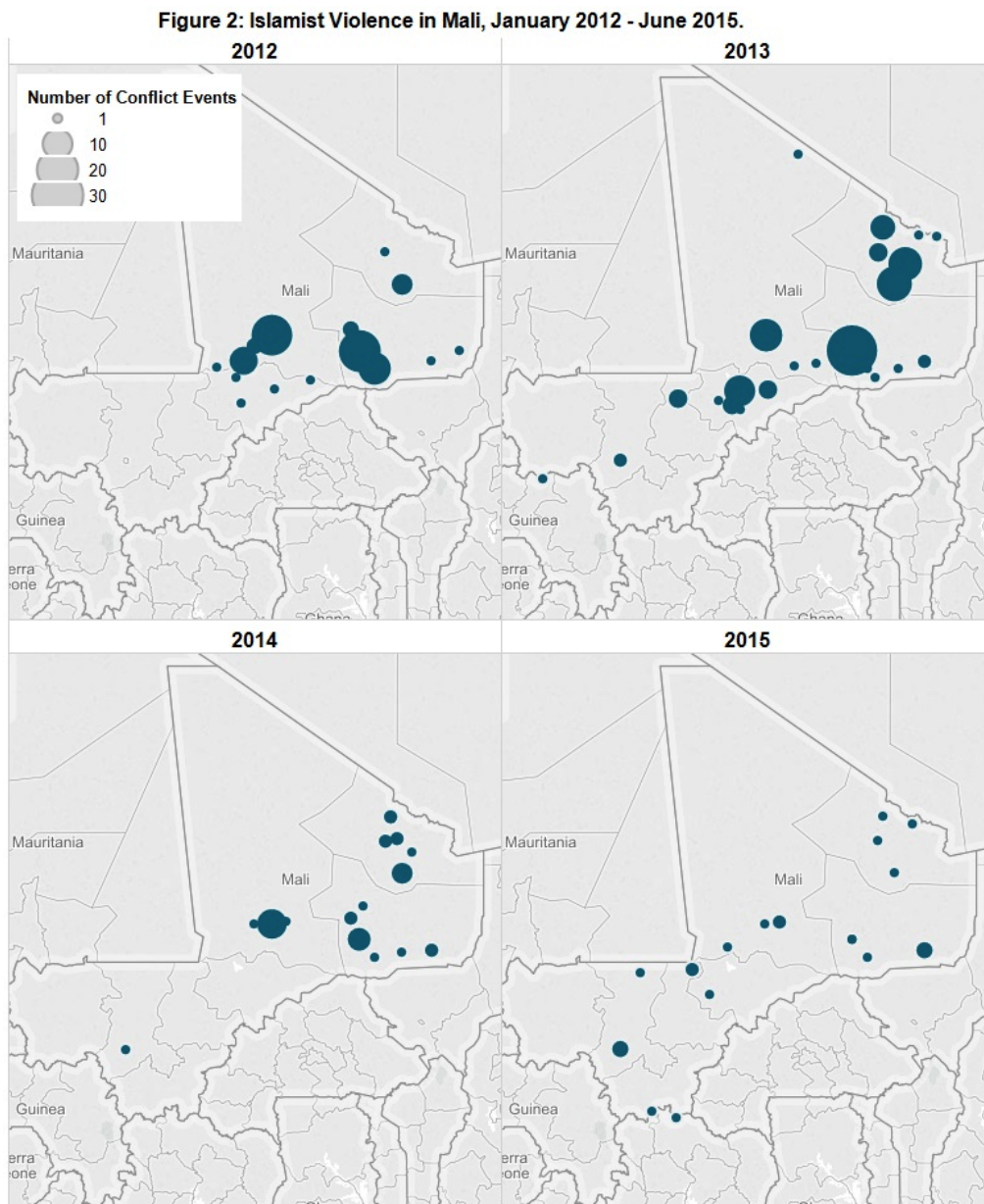
Depuis le début de la crise en 2012, des groupes djihadistes sont présents dans le nord du Mali. Après un retrait dans les montagnes et dans différentes communautés lors de l'opération Serval, les groupes se sont réorganisés pour se déployer à nouveau. Aujourd'hui, des attaques sont perpétrées dans l'ensemble du pays et des groupes se sont installés dans le nord comme dans le centre du Mali.

Dans un premier temps, l'opération Serval a réussi à affaiblir les groupes djihadistes Ansar Eddine, AQMI et MUJAO, mais les groupes islamistes étaient suffisamment ancrés socialement pour trouver refuge et se cacher parmi la population civile. En outre, en 2014, Ansar Eddine, fondé en 2011 par un ancien chef rebelle touareg de la tribu des Ifoghas, Iyad Ag Ghali⁷, connaît une réorganisation pour faire face aux opérations de lutte contre le terrorisme et ainsi décide d'exploiter

⁷ Lors de la rébellion de 2006, Iyad Ag Ghali est l'un des principaux dissidents du mouvement.

leur connaissance du terrain et leurs réseaux. Aussi, des katibas se forment sous la franchise d'Ansar Eddine (Sandor et Campana, 2019) : le Front de libération du Macina avec une majorité de Peuls recrutée grâce à leur pauvreté et leurs griefs à l'encontre des forces maliennes (Boutellis et Zahar, 2018), Khaled Ibn al-Walid avec des Peuls, des Maliens du sud, des ivoiriens et des Burkinabés et Al Mansour ag Alkassoum au sud de Gao et dans la zone des trois frontières (Mali, Niger et Burkina Faso) (Sandor et Campana, 2019). Leurs liens sociaux servent au recrutement, mais également à convaincre la population du nord du manque de crédibilité et de légitimité du gouvernement de Bamako provoqué par leur manque de présence et d'intérêt pour cette région du Mali. En effet, en 2013, très peu d'administrateurs locaux (préfets, sous-préfets, maire) sont présents dans le nord. La police, la gendarmerie et la garde nationale malienne, ainsi que les autorités judiciaires ont également des effectifs réduits (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2013/582). En septembre 2020, moins de 20 % des administrateurs sont physiquement revenus dans le Nord et la région de Mopti, de ce fait le nombre de fonctionnaires judiciaires et pénitentiaires reste faible (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2020/952). Certes, l'insécurité présente ralentit leur retour dans le nord, cependant les groupes djihadistes utilisent ceci comme un argument de propagande. Ainsi, ils promeuvent un autre ordre social et politique pour contrer le gouvernement central de Bamako (Sandor et Campana, 2019). D'autre part, la mission est souvent ciblée, car elle est régulièrement la principale force opérant dans le nord (Boutellis et Zahar, 2018). Par exemple, entre juin et août 2020, on dénombre 84 attaques asymétriques, dont 29 contre la MINUSMA (Nations Unies, 2020/952), faisant de nombreux morts au sein de la mission. Entre 2013 et 2019, 148 membres du personnel sont décédés par des attaques ennemies (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2019/454).

En 2013, les groupes terroristes sont présents seulement dans le nord du Mali puisqu'ils veulent en obtenir le contrôle pour en faire un sanctuaire (Shaw, 2013). Néanmoins, à la suite de leur réorganisation, ils ont réussi à s'implanter également dans le centre du pays. Les cartes qui suivent montrent la répartition des attaques entre 2012 et 2015. Ainsi, les forces de contreterrorisme n'ont pas réussi à repousser le terrorisme au Mali.



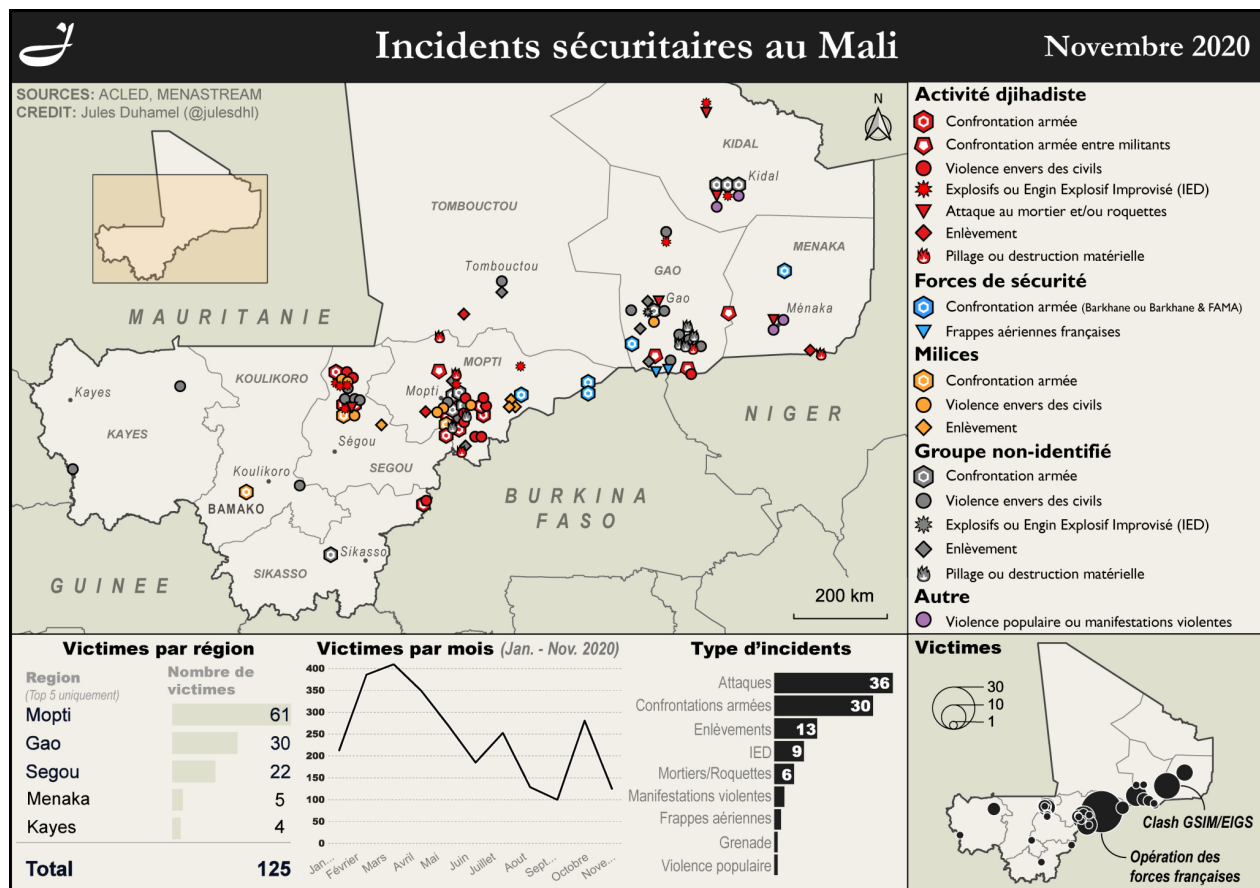
(Source ACLED)

3.3.2. *L'omniprésence de la violence*

Lors de son déploiement, la MINUSMA intervient dans un pays où la paix a commencé à être construite par la signature de l'Accord de paix préliminaire de Ouagadougou et ainsi l'acceptation d'un cessez-le-feu. Néanmoins, à de nombreuses reprises le cessez-le-feu est interrompu par les groupes armés signataires de l'Accord de paix. En effet, dès son déploiement, la mission doit faire face à des affrontements entre les parties signataires, par exemple des coups de feu ont été échangés entre des groupes armés en août et septembre 2013 (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2013/582) ainsi que plusieurs roquettes ont été lancées autour de Gao entre début octobre et fin novembre (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2014/1). De plus, la période de médiation et les mois qui ont suivi la signature de l'Accord sont marqués par des violations du cessez-le-feu par les groupes armés. Pour ne citer que quelques exemples, en août 2015, des tensions entre la CMA et la plateforme ont éclaté pour le contrôle d'Anefis (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2015/732), à Kidal en mai 2014 lors de la visite du Premier ministre (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2014/403) ainsi que dans la région de Gao, à N'Tillit en octobre 2014 (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2014/943). Certaines périodes ont connu de nombreux affrontements principalement entre la Plateforme et la Coordination en général pour le contrôle des grandes villes du Nord et du Centre du Mali (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2015/219, 2015/426). Les années 2016, 2017 ont également été marquées par des combats entre les groupes armés signataires (Nations unies, 2016/819 et 2017/1105).

D'autre part, des conflits intercommunautaires et intracommunautaires ont émergé dans le nord et dans le centre du Mali intensifiant les violences et l'insécurité des populations locales (Nations Unies, 2020/952). Par exemple, fin 2015, des affrontements violents ont éclaté dans la région de Gao (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2015/1030) et dans la région de Ménaka et Tombouctou début 2016 (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2016/281). Les violences

intercommunautaires font de nombreuses victimes parmi les civils, comme en 2018 dans la région de Mopti, on a dénombré 71 morts et 22 blessés (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2018/273). D'autre part, de nombreuses attaques aux engins explosifs improvisés (EEI) sont placées sur les trajets des convois d'approvisionnement, des patrouilles de l'ONU et des acteurs humanitaires (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2014/229 et 2015/426). De plus, le nombre d'attaques par EEI continue à augmenter, par exemple passant de 25 en 2019 à 41 en 2020 (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2020/952). En outre, les groupes terroristes s'adaptent et utilisent de plus en plus de la violence à distance par rapport aux attaques directes causant généralement plus de morts (Bencherif, Campana, Stockemer, 2020). Par exemple, le 9 janvier 2020, des tirs d'obus de mortier et de roquettes ont été lancés contre un camp de la MINUSMA partagé avec les forces internationales et maliennes (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2020/223). La carte ci-jointe montre l'instabilité de l'environnement sécuritaire du Mali pour l'année 2020.



Pour conclure, l'environnement de la mission se caractérise par l'omniprésence de la violence due au terrorisme, aux tensions intercommunautaires et aux violations de cessez-le-feu. Ceci a poussé l'ONU à mettre l'accent sur la protection du personnel et de ses infrastructures. Depuis leur déploiement, les Nations Unies ont construit des bunkers, installé des systèmes de détection et des alarmes dans les camps (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2017/811). Ils ont déployé des unités de protection de la force, renforcé le périmètre autour des camps (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2017/1105), équipé et entraîné le personnel à désamorcer les EEI (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2014/943), etc. Cependant, la MINUSMA n'a pas le mandat pour répondre aux attaques terroristes puisque leurs tâches sont axées sur la mise en place d'une paix durable au Mali contrairement aux forces françaises qui doivent lutter contre le terrorisme (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2013/2100). La présence et la coopération avec les forces de lutte contre le terrorisme n'aident aucunement la sécurité du personnel onusien, voir aggrave la situation puisque la MINUSMA partage certains de ses camps avec l'opération Barkhane. Ainsi, en ciblant cette dernière, les terroristes s'attaquent aussi à la mission. Cet environnement sécuritaire avec des forces contreterroristes complique la mise en œuvre du mandat de la mission principalement dans la protection des civils, la promotion et la protection des droits de l'homme dû à des ressources et des capacités insuffisantes pour réagir aux attaques terroristes et à une coopération avec le local très complexe. En effet, comme mentionné précédemment, de nombreux civils sont tués lors des combats, mais également lors d'attaques terroristes. De plus, des violations et des abus des droits de l'homme comme des exécutions extrajudiciaires, des meurtres, des enlèvements, des actes de tortures, etc., continuent d'être commis par les groupes terroristes, les forces nationales et lors des tensions intercommunautaires (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2020/952).

3.4. Les ressources de la MINUSMA

3.4.1. Un aperçu des ressources

Les ressources jouent un rôle important dans le succès ou l'échec d'une mission de paix. Trois types de ressources existent : financières (le budget de la mission), matérielles (hélicoptères, véhicules, etc.) et humaines (militaire, policier et civil).

Dans la résolution 2295 de 2016, le Conseil de sécurité autorise une hausse des contingents militaires, policiers et civils au sein de la mission. À cette période, les effectifs ne sont pas atteints, excepté pour les policiers (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2016/1137). Au 18 mai 2016, la composante militaire est de 10 407 soldats sur les 11 240 autorisée. La composante policière comprend 1 145 sur un effectif autorisé de 1 440. Et 86 % du personnel civil est en poste (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2016/498). En septembre 2020, les nouveaux effectifs ne sont toujours pas atteints. Au 14 septembre, 93,6 % des militaires sont déployés sur les 13 289 autorisés. L'effectif policier est de 1 712 membres sur 1 920 policiers autorisés. Finalement, 90 % du personnel civil est déployé. Une partie des civils sont recrutés sur le plan national et fin août, les civils maliens représentent 41 % du personnel civil (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2020/952). Le personnel augmente quasiment tous les ans excepté une légère baisse du personnel en uniforme entre 2019 et 2020, mais cela reste insuffisant pour atteindre les effectifs fixés par le Conseil de sécurité. D'autre part, en 2020, les 10 principaux pays contributeurs de militaires et d'effectifs policiers proviennent d'Afrique ou d'Asie (Bangladesh, Chad, Sénégal Togo, Égypte, Burkina Faso, Niger, Guinée, Côte d'Ivoire et Chine). Pour les militaires et les policiers, il existe un manque de sessions de formation régulières dû à des capacités insuffisantes et à une charge de travail importante à laquelle doit faire face le personnel (D'ettores, 2018). La majorité du personnel

civil est maintenant basée au camp de Bamako, loin des conflits dus à l'insécurité omniprésente dans le nord et le centre du Mali (van der Lynn, 2019).

Le budget total de la mission augmente tous les ans, excepté entre 2017-2018 et 2018-2019 où il a légèrement baissé. Cette diminution peut s'expliquer par la baisse des contributions à l'ONU par les États-Unis à la suite de l'élection de Donald Trump. Le budget a quasiment doublé entre 2013-2014 et 2019-2020. En 2019-2020, le personnel militaire et policier utilise 44 % du budget, les coûts opérationnels 40 % et le personnel civil 16 % (<https://minusma.unmissions.org>). D'autre part, depuis 2013, le budget fixé pour le plan de réponse humanitaire n'est jamais atteint. Par exemple, en 2020, le plan cible 5,5 millions de personnes et il fallait mobiliser 474,3 millions pour le mettre en œuvre pleinement. Fin août, seulement 166,2 millions de dollars sont récoltés (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2020/952).

Finalement, certaines difficultés de livraison du matériel pour les contingents du nord du Mali poussent le Secrétariat général et la MINUSMA à mettre en œuvre un plan d'adaptation pour la mission. Pour ceci, en 2020/2021, la mission construit une nouvelle piste d'atterrissage à Kidal ainsi que l'élargissement des bases existantes à Gao et Mopti (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2020/223). De plus, en 2020, sept avions et 24 hélicoptères sont à la disposition de la mission. Néanmoins, les hélicoptères sont fournis par des pays membres de l'ONU et une rotation se fait entre eux. Ainsi, lors d'un changement de détachement, pendant quelques semaines, la mission perd de sa mobilité, sa souplesse et sa réactivité face aux événements. Par exemple, en 2019, les hélicoptères canadiens ont terminé leur mission le 31 août et le détachement suivant a atteint sa capacité opérationnelle seulement le 15 octobre (Conseil de sécurité des Nations Unies,

2019/782). Finalement, un manque de véhicules blindés pour le transport des troupes est fréquent (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2019/782).

3.4.2. Une ressource supplémentaire : les forces françaises

La MINUSMA soutient la mise en œuvre de l'Accord de paix. Pour cela, la mission est intervenue à tous les cessez-le-feu interrompus par les groupes armés signataires. À chaque fois, elle a réussi à ramener la paix et à enquêter sur les incidents. Certes, les capacités apparaissent insuffisantes pour rétablir la sécurité dans le nord et le centre aux vues de la violence qui continue à être perpétrée au sein des communautés et contre les civils. De plus, le Conseil de sécurité a décidé lors du renouvellement du mandat en 2019 que la MINUSMA gardait les mêmes effectifs, mais devait couvrir non seulement le nord, mais également le centre du Mali.

Malgré cela, dans certaines situations, les forces françaises sont intervenues auprès de la MINUSMA pour apaiser les tensions et aider les négociations d'un cessez-le-feu. Par exemple, des militaires de l'opération Serval ont accompagné les troupes onusiennes lors des violences à Kidal le 17 mai 2014 pendant la visite du Premier ministre. Certes, la présence des soldats français a été bénéfique afin de sécuriser et obtenir un cessez-le-feu entre les groupes armés. Néanmoins, le déplacement des forces de l'opération Serval et de la MINUSMA fut peu dissuasif puisque les combats reprirent quatre jours plus tard (Conseil de sécurité des Nations unies, 2014/403). En août 2014 le déploiement des soldats de la MINUSMA avec les forces françaises a permis la cessation des hostilités entre le MNLA et le MAA (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2014/692) tout comme en août 2015 où des mesures militaires préventives ont été déployées pour désamorcer les tensions (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2015/732).

Ainsi, dans certains cas de violations du cessez-le-feu, les forces françaises ont permis à la MINUSMA d'avoir suffisamment de ressources pour ramener la paix entre les groupes armés. Dans ce sens, un large déploiement de soldats représente un plus gros obstacle physique et est ainsi plus dissuasif auprès des combattants afin de réduire l'utilisation de la violence.

3.4.3. La diffusion du conflit

L'inefficacité des forces de lutte contre le terrorisme et leur choix stratégique rend un confinement géographique du conflit difficile même avec des ressources suffisantes. La propagation du conflit malien au reste de la région est ainsi en partie due à une internationalisation de la crise par les réseaux criminels transnationaux et le djihadisme global (Boas et Torheim, 2013).

En effet, l'intervention française de lutte contre le terrorisme a déplacé le conflit sur la scène internationale. De plus, l'opération Serval a poussé les groupes terroristes à se réfugier dans les montagnes de l'Adrar des Ifoghas du nord-est du Mali et en Libye (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2013/189). Les zones frontalières sont maintenant utilisées par les groupes djihadistes pour des opérations dans d'autres pays comme l'ouest du Niger et le nord du Burkina Faso (Berger, 2019). Effectivement, la porosité des frontières maliennes facilite les attaques terroristes transfrontalières ainsi que le crime organisé transnational (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2017/271). Finalement, la victoire d'Ansar Eddine sur le MNLA pour le contrôle du nord du Mali a poussé les membres du MNLA à se réfugier au Niger et un grand nombre de réfugiés ont traversé les frontières du Mali pour fuir les conflits. Fin décembre 2020, 143 301 civils ont trouvé refuge dans des pays voisins (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2020/1281), un nombre légèrement en hausse par rapport au trimestre précédent (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2020/952). De plus, ces dernières années, de nombreuses attaques terroristes ont été rapportées dans l'ensemble

du Sahel, par exemple le 20 novembre 2015 et le 15 janvier 2016 sur les capitales du Mali et Burkina Faso (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2016/281), le 13 mars 2016 en Côte d'Ivoire (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2016/498), ou encore en 2017 au Burkina Faso, Mali et Niger (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2017/1105).

Pour conclure, l'inefficacité de leur mission et le choix stratégique des forces de contreterrorisme ont poussé les groupes terroristes à se déplacer dans le Sahel plutôt qu'à rester seulement au Mali. De plus, l'omniprésence du terrorisme et de la violence qui s'est répandue dans le centre du Mali a poussé de nombreux civils et de combattants des groupes armés à se déplacer dans le Sahel. Les troupes de la MINUSMA ne suffisent donc pas à éviter la diffusion de la violence à travers le Mali et plus largement le Sahel.

3.5. La coopération avec le local

La coopération avec les élites et les populations locales lors d'une opération de paix permet d'obtenir une efficacité accrue par une meilleure compréhension des besoins de la population et des dynamiques de violences locales (Leonardsson et Rudd, 2015). En effet, lors d'un conflit, la violence trouve généralement sa source dans l'exclusion, la discrimination et l'insécurité perçues par un groupe, ainsi les perceptions du local sont primordiales pour instaurer une paix durable (Talentino, 2007). De nombreux conflits intercommunautaires ont éclaté depuis quelques années. Pour la résolution de ces conflits, la MINUSMA a besoin d'une coopération de la population locale pour comprendre les différents groupes impliqués et la source de ces tensions. Néanmoins, comme nous le verrons par la suite, la coopération avec les forces de lutte contre le terrorisme réduit la possibilité d'une collaboration avec la population locale.

3.5.1. Un manque de légitimité auprès du local

La légitimité de la mission a été remise en question à plusieurs reprises par la population locale. Des manifestations ont été organisées par les Maliens en sa faveur, mais également contre celle-ci (Boutellis, 2015). En effet, le 27 janvier 2015, à Gao, face à une incompréhension des objectifs de la mission une violente manifestation a eu lieu contre un camp de la MINUSMA qui a fait plusieurs morts et blessés parmi les manifestants (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2015/219). Une autre s'est déroulée à l'aéroport de Kidal le 18 avril 2016 pour protester contre la présence des forces internationales faisant plusieurs morts et endommageant la piste d'atterrissage (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2016/498). De plus, l'opinion publique est très critique envers la mission. Par exemple, les Maliens ont accusé la MINUSMA de passivité face à la violence dont ils sont victimes en se préoccupant davantage de la sécurité du personnel onusien que celle des civils maliens. Et il est vrai qu'environ 80 % des ressources militaires sont utilisées à la sécurité de leur personnel et leurs infrastructures qui sont régulièrement ciblés par des attaques terroristes (Tull, 2019 et Conseil de sécurité des Nations Unies, 2020/952).

Cette vague de critiques envers la mission peut s'expliquer par son manque de légitimité auprès de la population. Dans un premier temps, elle a une faible légitimité idéologique puisque même si elle est présente pour aider la population et instaurer la paix, elle reste une force étrangère. L'origine de l'organisation à la tête de la mission est d'une grande importance (Sabrow, 2017). En effet, la MINUSMA a remplacé la MISMA, une opération dirigée par une organisation régionale avec une grande légitimité idéologique et même si plus de la moitié de son personnel est africain, la MINUSMA n'a pas la même légitimité (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2013/338). D'autre part, la légitimité pragmatique est ambiguë puisque la population malienne reconnaît concrètement les réalisations de la mission (Sabrow, 2017). Néanmoins, elle reste critique envers

la MINUSMA puisqu'elle n'a pas réussi à rétablir la sécurité dans le nord et le centre dû aux nombreux civils tués par des attaques terroristes et également aux tensions intercommunautaires, aux abus des droits de l'homme et du personnel gouvernemental quasiment absent dans ces régions (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2020/952).

Pour conclure, la méfiance de la population envers la mission entrave leur coopération. Certes, la lutte contre le terrorisme a un impact seulement indirect sur le manque de légitimité, puisque comme mentionné précédemment, les interventions militaires ne sont pas seulement inefficaces, mais elles attisent le terrorisme. Néanmoins, la présence accrue du terrorisme a obligé la MINUSMA à modifier ses engagements et ainsi elle manque d'efficacité dans la mise en œuvre de son mandat.

3.5.2. Une perte d'impartialité

La perception d'une perte d'impartialité de la mission par la population et les élites peut entraver leur coopération avec la MINUSMA. Lors de son déploiement en 2013, la division du travail apparaît claire avec les forces de lutte contre le terrorisme. La MINUSMA est responsable de l'ensemble des tâches concernant les efforts de paix et de réconciliation par les acteurs. Quant aux forces françaises, elles sont responsables de l'ensemble des actions liées à la lutte contre le terrorisme (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2013/2100). Cette distinction se complique dès lors qu'en pratique il devient difficile de distinguer correctement les groupes terroristes et les groupes non terroristes dus à la fluidité de ce type de groupe dans leurs appartenances, leurs alliances et leurs allégeances. De plus, des liens opérationnels entre la MINUSMA et l'opération française existent puisque les forces françaises offrent un soutien opérationnel à la mission, et à l'inverse la mission apporte un soutien logistique et de renseignement à la FC-G5S et l'opération

Barkhane. Grâce à l'ASIFU, la mission fournit des informations sur les groupes terroristes à Barkhane (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2014/943).

En effet, en 2014, une unité de renseignement est déployée au Mali et est composée de soldats des Pays-Bas, de Suède, et de Norvège. Grâce à une capacité de surveillance et de reconnaissance, des soldats de forces spéciales et de 80 membres, ASIFU (all sources information fusion unit) permet de récolter une grande quantité d'informations provenant principalement de sources ouvertes. ASIFU est la première tentative pour incorporer une capacité de renseignement à grande échelle lors d'une mission de maintien de la paix (D'Ettores, 2018). Cette unité de renseignement doit normalement améliorer l'efficacité de la mission. Les informations récoltées peuvent être sur les groupes armés signataires pour éviter de nouveaux conflits ou sur les groupes terroristes afin de protéger la mission contre des attaques asymétriques. En principe, l'ASIFU ne doit pas récolter d'informations sur les groupes djihadistes, car cela relève davantage du mandat de l'opération Barkhane (Charbonneau, 2017b). Néanmoins, certains renseignements récoltés et analysés concernent les groupes djihadistes. Dans ce cas, les informations sont transmises à l'opération française Barkhane ou la FC-G5S (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2014/943). De plus, en 2016, le Conseil de sécurité a demandé de renforcer cet échange de renseignements pour lutter contre l'extrémisme violent (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2016/498)

Ce partage d'informations remet en question l'impartialité de la mission (Charbonneau, 2017b), car cela peut provoquer la pensée d'une association de leur travail par la population malienne. En effet, à travers cet échange de ressources, la mission s'engage dans la même logique ami/ennemi qu'une opération de lutte contre le terroriste ce qui l'amène à perdre de son impartialité (Charbonneau, 2019). Ceci ne signifie aucunement que la mission doit fermer les yeux devant les atrocités commises par les groupes terroristes, mais selon le principe d'impartialité, toutes les parties doivent être mises sur un pied d'égalité ce qui n'est pas le cas.

D'autre part, les civils perçoivent la MINUSMA comme en partie responsable lorsqu'un membre de leur famille est tué ou maltraité par les forces participant aux efforts de lutte contre le terrorisme et soutenu par la mission de paix. Cette perte d'impartialité perçue fait de la MINUSMA et des personnes jugées collaborant avec la mission des cibles des groupes terroristes (Moe, 2020).

De plus, comme mentionné précédemment, de nombreux civils ont des liens sociaux forts avec des membres de groupes djihadistes (Sandor et Campana, 2019). Ainsi, la mission rencontre des Maliens avec des loyautés diverses ce qui rend difficile la distinction entre des activités de maintien de la paix et de lutte contre le terrorisme puisqu'il est parfois difficile de faire la différence entre un membre d'un groupe terroriste et un civil (Moe, 2020).

Pour conclure, le partage de renseignements avec les forces de contreterrorisme peut avoir des effets néfastes sur la coopération des élites et des populations locales puisque la mission s'engage dans une logique ami/ennemi qui n'est pas en accord avec le principe d'impartialité. Initialement, les tâches de la mission ne sont pas liées au contreterrorisme, mais sa coopération avec les forces de lutte contre le terrorisme et l'ancrage de ces groupes dans la société entraînent la MINUSMA dans certaines activités qui l'éloignent des activités traditionnelles d'instauration de la paix ce qui augmente la perception de perte d'impartialité chez les élites et les populations locales.

3.5.3. La protection des civils et de leurs droits humains

La coopération existante entre la MINUSMA et les forces internationales et régionales de lutte contre le terrorisme compliquent la protection des civils ainsi que la défense et la promotion des droits humains (Moe, 2020).

Tout d'abord, il existe un risque de sous-estimer les violations des droits de l'homme ainsi que toutes autres violences à l'encontre de la population par les forces maliennes et de lutte contre le terrorisme en comparaison de celles commises par les groupes terroristes. En effet, les forces maliennes, la FC-G5S et l'opération Barkhane sont impliquées dans des exécutions extrajudiciaires, des arrestations illégales, des disparitions forcées de civils dans un contexte de lutte contre le terrorisme (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2020/952). Face à ces abus, la communauté internationale continue à soutenir les forces de lutte contre le terrorisme ce qui amoindrit l'efficacité des efforts de la MINUSMA dans la protection des civils (Moe, 2020). De plus, malgré de nombreuses formations, des allégations de graves violations des droits humains par les forces maliennes continuent d'être rapportées comme des exécutions sommaires ou encore de la torture. Plus précisément, entre le 1^{er} avril et le 30 juin 2020, 632 violations et atteintes des droits de l'homme commissent par les forces de défenses et de sécurité maliennes et les forces internationales et régionales de lutte contre le terrorisme sont confirmées par la MINUSMA. Néanmoins, le rapport ne fait aucune mention de sanctions envers les soldats qui ont commis ses actes (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2020/952). Certes, la propagation de l'extrémisme violent et la violence communautaire continuent de détériorer la situation des droits humains, mais tout comme les autres forces impliquées présentes sur le territoire. La MINUSMA a recensé 720 violations des droits humains dans le dernier trimestre, un nombre en augmentation par rapport à la période précédente (Nations Unies, 2020/952).

Comme mentionné précédemment, MINUSMA est vulnérable aux attaques asymétriques en partie à cause de sa collaboration avec les forces de lutte contre le terrorisme, car la mission est une cible plus facile à atteindre lors de représailles pour une action de contreterrorisme perpétré par la FC-G5S ou l'opération Barkhane (Moe, 2020). Les forces nationales et internationales,

MINUSMA et les groupes armés signataires ont été victimes de 84 attaques asymétriques. De nombreuses personnes ont déjà été tuées ou blessées et des infrastructures détruites par ce type d'attaque (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2020/952). Cette insécurité omniprésente a poussé l'ONU à installer la grande majorité de son personnel civil dans leur camp de Bamako (Moe, 2020) alors que ce sont les principaux acteurs de l'échange pour comprendre les dynamiques des différents conflits intercommunautaires. Pour finir, les civils perçus comme collaborant avec la MINUSMA ont un risque accru d'être victime des groupes terroristes. Par exemple, dès 2014, des civils qui travaillent et collaborent avec la MINUSMA ont été pris pour cible par des terroristes (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2014/943, 2015/426, 2016/819, 2017/478, 2018/273 et 2020/223). Par crainte de représailles, la population civile peut refuser de coopérer avec les membres de la mission. Cependant, malgré l'insécurité, des tentatives de dialogues locaux ont été mises en place par la mission.

Pour finir, la protection des civils et de leurs droits humains ne passe pas seulement par une protection physique, mais également à travers le dialogue, les résolutions des conflits locaux et la mise en œuvre de l'accord de paix. La population locale et les groupes djihadistes perçoivent la MINUSMA comme soutenant la définition de ce qu'est un terroriste par les forces internationales et régionales et leur réponse militaire face à ces individus. Cela a un effet négatif sur la résolution de conflits locaux. En effet, l'étiquetage « terroriste » compromet les conditions nécessaires (l'accès et la confiance de la population) pour comprendre les différents groupes et les impliquer dans un processus de résolution de conflit. Ceci s'explique par l'importance des groupes terroristes au sein de la population locale (Moe, 2020). Aussi, certes les groupes terroristes attaquent la population civile, mais ils leur fournissent également une protection, de la sécurité et une gouvernance qui sont peu fournies par le gouvernement de Bamako. Ainsi, de nombreux civils ne

comprennent pas la différence qu'il existe entre les groupes étiquetés terroristes et les groupes armés inclus dans la signature de l'accord de paix (Moe, 2020).

Pour conclure, le lien entre la MINUSMA et les forces de contreterrorisme compliquent la protection des droits humains et des civils. La sécurité entourant le personnel onusien, le discours contreterroriste, la différence de réaction face aux abus des droits humains et les possibles représailles compromettent la coopération avec les élites et les populations locales ce qui nuit à une mise en œuvre efficace du mandat sécuritaire (la protection des civils et des droits de l'homme).

En conclusion, à travers cette analyse, dans la plupart des situations, nous avons démontré que la présence et la coopération avec les forces de contreterrorisme influencent négativement l'efficacité du mandat sécuritaire de la MINUSMA. Effectivement, le manque d'efficacité des interventions militaires de contreterrorisme et leur présence ont intensifié le terrorisme au Mali. Ceci a eu pour conséquence de créer un environnement très complexe pour le déploiement d'une mission de paix. La sécurité du personnel est difficile à garantir et utilise une majorité des ressources de la mission ce qui est mal accepté par la population locale. La collaboration de la mission avec les forces françaises et la FC-G5S entraîne les locaux à plus de méfiance envers celle-ci parce qu'ils la perçoivent comme manquant d'impartialité ce qui entraîne une coopération avec la mission plus compliquée. Néanmoins, le soutien des forces françaises a permis de combler parfois des ressources insuffisantes et d'avoir une crédibilité plus grande lors des interventions auprès des groupes armés.

CONCLUSION

L'objectif de cette recherche consistait à mettre en lumière l'influence des interventions militaires de lutte contre le terrorisme, l'opération Barkhane et la FC-G5S, sur l'efficacité de l'opération de paix au Mali, la MINUSMA. Le succès ou l'échec d'une mission dans un contexte de contreterrorisme n'est pas abordé au sein de la littérature, même si certaines recherches mentionnent quelques conséquences possibles de la présence du terrorisme sur l'instauration de la paix dans le cadre d'une mission onusienne. En effet, l'insertion des groupes terroristes avec leurs demandes et leur non-respect des droits humains dans un processus de négociation s'avère complexe. De plus, ça apporte de nombreux problèmes sécuritaires pour le personnel de la mission de paix. Ainsi, cette recherche représente un apport à la littérature actuelle sur l'efficacité des opérations de paix.

La mise en œuvre efficace du mandat sécuritaire dépend de l'environnement de la mission, de ses ressources et de sa coopération avec le local. Néanmoins, dans un contexte de contreterrorisme où les interventions militaires ont pour conséquence d'alimenter le terrorisme et ainsi son expansion, l'environnement se complexifie et de nouveaux défis apparaissent. En effet, le terrorisme ne se concentre plus seulement dans le nord, mais également dans le centre du Mali et cible régulièrement les forces onusiennes. De nombreuses interruptions du cessez-le-feu, des tensions intercommunautaires et des attaques terroristes créent un environnement où la violence est omniprésente. La sécurité du personnel onusien devient donc difficile à assurer et de nombreuses mesures sont utilisées pour la protection des camps. Néanmoins, ces protocoles

limitent la MINUSMA dans ses actions n'ayant ni le mandat ni les ressources pour réagir aux attaques terroristes.

D'autre part, même avec le soutien français, les ressources de la mission n'ont pas été suffisantes pour contenir le conflit au nord du Mali. Ceci s'explique aussi par l'inefficacité de l'opération Barkhane, car après une réorganisation, les groupes islamistes se sont répandus dans le centre et ont utilisé la porosité des frontières maliennes pour attaquer les pays voisins.

Finalement, la coopération avec les forces de lutte contre le terrorisme a des effets néfastes sur la collaboration entre la mission, les élites et les populations locales. En effet, le manque d'efficacité de la mission dans son mandat et les ressources consacrées en majorité à la sécurité du personnel et des infrastructures de la MINUSMA ont pour conséquence une méfiance accrue de la population locale. De plus, les locaux perçoivent la mission comme partielle, car sa coopération avec les forces militaires de contreterrorisme les oblige à adopter la logique ami/ennemi et à partager des renseignements sur les groupes islamistes. Finalement, la sécurité entourant le personnel onusien, le discours contreterroriste, la différence de réaction face aux abus des droits humains et les possibles représailles compromettent la coopération avec les élites et les populations locales ce qui nuit à l'efficacité de la mise en œuvre du mandat.

Néanmoins, le soutien des forces françaises pendant des interventions a permis à la MINUSMA une crédibilité plus grande auprès des groupes armés. En effet, la mission a été soutenue à plusieurs reprises par l'opération Barkhane lors de violations du cessez-le-feu et elle a aidé à apaiser les tensions plus rapidement et ainsi à la réinstauration du cessez-le-feu.

Ainsi, les interventions militaires de lutte contre le terrorisme influencent avant tout négativement l'efficacité de la MINUSMA. La difficulté de la mise en œuvre de son mandat sécuritaire s'explique par un environnement rempli de défis à cause de la présence du terrorisme et une coopération avec le local complexe et peu présente. De plus, les ressources de la mission accordées par le Conseil de sécurité ne seront probablement jamais suffisantes pour œuvrer efficacement dans un tel contexte.

En conclusion, la coopération entre les forces de lutte contre le terrorisme et la MINUSMA a principalement des effets nuisibles sur l'efficacité de la mise en œuvre du mandat sécuritaire. En presque huit ans de déploiement, la mission a certes eu quelques réussites au niveau de la politique et du développement du Mali. Néanmoins, elles sont ternies par une insécurité omniprésente dans les deux tiers du pays. Les groupes terroristes sont tellement ancrés dans les communautés du nord et du centre du Mali que l'on peut s'interroger s'il est possible d'instaurer la paix en réitérant toujours les mêmes actions et en conservant des liens avec l'opération Barkhane et la FC-G5S.

BIBLIOGRAPHIE

- Attree, L., Street, J. & Kenchiarutti, L. (2018). *United Nations peace operations in complex environments: charting the right course*. Pour Safeworld : preventing violent conflict, building safer lives. <https://www.saferworld.org.uk/downloads/pubdocs/un-peace-operations-in-complex-environments.pdf>
- Autesserre, S. (2014). *Peaceland: Conflict resolution and the everyday politics of international intervention*. Cambridge University Press.
- Autesserre, S. (2017). International peacebuilding and local success: Assumptions and effectiveness. *International Studies Review*, 19(1), 114-132.
- Azam, J. P., & Thelen, V. (2010). Foreign aid versus military intervention in the war on terror. *Journal of Conflict Resolution*, 54(2), 237-261.
- Batten-Carew, M (2015). *Islamist violence in Mali, January 2012 – June 2015*. ACLED <https://acleddata.com/2015/07/10/mali-july-2015-update/> (Consulté le 14 janvier 2020)
- Beardsley, K. (2011). Peacekeeping and the contagion of armed conflict. *The Journal of Politics*, 73(4), 1051-1064.
- Bellamy, A. J., & Hunt, C. T. (2015). Twenty-first century UN peace operations: protection, force and the changing security environment. *International Affairs*, 91(6), 1277-1298
- Bencherif, A., Campana, A., & Stockemer, D. (2020). Lethal violence in civil war: Trends and micro-dynamics of violence in the Northern Mali conflict (2012-2015). *Studies in Conflict & Terrorism*, 1-23.
- Berger, F. (2019). Jihadist violence and communal divisions fuel worsening conflict in Mali and wider Sahel. *The International Institute for Strategic Studies (IISS)*, <https://www.iiss.org/blogs/analysis/2019/06/conflicts-in-mali> 12, 2019.
- Black, N. (2013). When have violent civil conflicts spread? Introducing a dataset of substate conflict contagion. *Journal of Peace Research*, 50(6), 751-759.
- Bøås, M., & Torheim, L. E. (2013). The Trouble in Mali—corruption, collusion, resistance. *Third World Quarterly*, 34(7), 1279-1292.
- Boulden, J. (2009). Terrorism and civil wars. *Civil wars*, 11(1), 5-21.
- Boutellis, A. (2015). Can the UN stabilize Mali? Towards a UN stabilization doctrine?. *Stability: International Journal of Security and Development*, 4(1).

- Boutellis, A. & Chowdhury Fink, N. (2016). *Waging Peace: UN Peace operations confronting terrorism and violent extremism*. Pour International Peace Institute. 44 p. https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2016/10/1610_Waging-Peace.pdf
- Boutellis, A., & Zahar, M. J. (2018). Un processus en quête de paix. Les enseignements tirés de l'accord intermalien.
- Braithwaite, A. (2010). Resisting infection : How state capacity conditions conflict contagion. *Journal of Peace Research*, 47(3), 311-319.
- Brown, M. A. (1993). United Nations peacekeeping: Historical overview and current issues. Washington, DC : Congressional Research Service.
- Campbell, C., & Connelly, I. (2003). A model for the 'war against terrorism'? Military intervention in Northern Ireland and the 1970 Falls Curfew. *Journal of law and society*, 30(3), 341-375.
- Charbonneau, B. (2017). De Serval à Barkhane : les problèmes de la guerre contre le terrorisme au Sahel. *Les Temps modernes*, (2), 322-340.
- Charbonneau, B. (2017 b). The Dilemmas of International Intervention in Mali. *Projet Stabiliser le Mali*.
- Charbonneau, B. (2019). Faire la paix au Mali : les limites de l'acharnement contreterroriste. *Canadian Journal of African Studies/Revue canadienne des études africaines*, 53 (3), 447-462.
- Choi, S. W. (2011). Does US military intervention reduce or increase terrorism?. In *APSA 2011 Annual Meeting Paper*.
- Choi, S. W., & James, P. (2016). Why does the United States intervene abroad? Democracy, human rights violations, and terrorism. *Journal of Conflict Resolution*, 60(5), 899-926.
- Conseil de sécurité des Nations Unies (mars, 2013), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 189)
- Conseil de sécurité des Nations Unies (avril, 2013), *Résolution 2100*. (publication n° 2100)
- Conseil de sécurité des Nations Unies (juin, 2013), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 338)
- Conseil de sécurité des Nations Unies (octobre, 2013), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 582)
- Conseil de sécurité des Nations Unies (janvier, 2014), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 1)
- Conseil de sécurité des Nations Unies (mars, 2014), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 229)

Conseil de sécurité des Nations Unies (juin, 2014), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 403)

Conseil de sécurité des Nations Unies (septembre, 2014), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 692)

Conseil de sécurité des Nations Unies (décembre, 2014), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 943)

Conseil de sécurité des Nations Unies (mars, 2015), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 219)

Conseil de sécurité des Nations Unies (juin, 2015), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 426)

Conseil de sécurité des Nations Unies (septembre, 2015), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 732)

Conseil de sécurité des Nations Unies (décembre, 2015), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 1030)

Conseil de sécurité des Nations Unies (mars, 2016), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 281)

Conseil de sécurité des Nations Unies (mai, 2016), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 498)

Conseil de sécurité des Nations Unies (septembre, 2016), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 819)

Conseil de sécurité des Nations Unies (décembre, 2016), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 1137)

Conseil de sécurité des Nations Unies (mars, 2017), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 271)

Conseil de sécurité des Nations Unies (juin, 2017), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 478)

Conseil de sécurité des Nations Unies (septembre, 2017), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 811)

Conseil de sécurité des Nations Unies (décembre, 2017), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 1105)

- Conseil de sécurité des Nations Unies (mars, 2018), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 273)
- Conseil de sécurité des Nations Unies (juin, 2018), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 541)
- Conseil de sécurité des Nations Unies (septembre, 2018), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 866)
- Conseil de sécurité des Nations Unies (décembre, 2018), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 1174)
- Conseil de sécurité des Nations Unies (mars, 2019), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 262)
- Conseil de sécurité des Nations Unies (mai, 2019), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 454)
- Conseil de sécurité des Nations Unies (octobre, 2019), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 782)
- Conseil de sécurité des Nations Unies (décembre, 2019), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 983)
- Conseil de sécurité des Nations Unies (mars, 2020), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 223)
- Conseil de sécurité des Nations Unies (juin, 2020), *Résolution 2531*. (publication n° 2531)
- Conseil de sécurité des Nations Unies (septembre, 2020), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 952)
- Conseil de sécurité des Nations Unies (décembre, 2020), *Situation au Mali. Rapport du Secrétaire général*. (publication n° 1281)
- D’Ettores, E (2018). Malian civil war and the UN intervention: Challenges and Improvements of the Peacekeeping missions.
(https://www.researchgate.net/publication/322539737_Malian_Civil_War_and_the_UN_Intervention_Challenges_and_Improvements_of_the_Peacekeeping_Mission)
- Di Salvatore, J., & Ruggeri, A. (2017). Effectiveness of peacekeeping operations. In *Oxford Research Encyclopedia of Politics*.
- Diehl, P. F. (1988). Peacekeeping operations and the quest for peace. *Political Science Quarterly*, 103(3), 485-507.

- Dionne, E., & Fleuret, C. (2016). L'analyse de données secondaires dans le cadre d'évaluation de programme : regard théorique et expérientiel. *Canadian Journal of Program Evaluation*, 31(2)
- Duhamel, J (2020) Carte des incidents sécuritaires au Mali, novembre 2020. 1 : 200 <https://julesduhamel.wordpress.com/category/mali/>
- Feridun, M., & Shahbaz, M. (2010). Fighting terrorism: are military measures effective? Empirical evidence from Turkey. *Defence and Peace Economics*, 21(2), 193-205.
- Fortna, V. P., & Howard, L. M. (2008). Pitfalls and prospects in the peacekeeping literature. *Annu. Rev. Polit. Sci.*, 11, 283-301.
- Ganor, B. (2002). Defining terrorism: Is one man's terrorist another man's freedom fighter? *Police Practice and Research*, 3(4), 287-304
- Heisbourg, F. (2013). A surprising little war: first lessons of Mali. *Survival*, 55(2), 7-18.
- Hellmüller, S. (2013). The power of perceptions: Localizing international peacebuilding approaches. *International Peacekeeping*, 20(2), 219-232.
- Hultman, L. (2010). Keeping peace or spurring violence? Unintended effects of peace operations on violence against civilians. *Civil Wars*, 12(1-2), 29-46.
- Hultman, L., Kathman, J., & Shannon, M. (2014). Beyond keeping peace: United Nations effectiveness in the midst of fighting. *American Political Science Review*, 737-753.
- Hunt, C. T. (2017). All necessary means to what ends? the unintended consequences of the 'robust turn' in UN peace operations. *International Peacekeeping*, 24(1), 108-131.
- Ismail, O. W., & Kifle, A. A. (2018). Nouveaux arrangements de sécurité collective au Sahel : étude comparative de la MNJTF et du G-5 Sahel.
- Julian, R., Bliesemann de Guevara, B., & Redhead, R. (2019). From expert to experiential knowledge: exploring the inclusion of local experiences in understanding violence in conflict. *Peacebuilding*, 7(2), 210-225.
- Karlsrud, J. (2017). Towards UN counter-terrorism operations?. *Third World Quarterly*, 38(6), 1215-1231.
- Karlsrud, J. (2019). UN Peace Operations, terrorism and violent extremism. Dans de Coning, C. & Peter, M. (dir), *United Nations peace operation in a changing global order* (p.153-167). Springer Nature.
- Kathman, J. D. (2013). United Nations peacekeeping personnel commitments, 1990–2011. *Conflict Management and Peace Science*, 30(5), 532-549.
- Kitchen, V. M. (2010). *The globalization of NATO: intervention, security and identity*. Routledge.

- Lake, D. A. (2002). Rational extremism : Understanding terrorism in the twenty-first century. *Dialogue IO*, 1 (1), 15-28.
- Leonardsson, H., & Rudd, G. (2015). The 'local turn' in peacebuilding: a literature review of effective and emancipatory local peacebuilding. *Third world quarterly*, 36(5), 825-839.
- Mac Ginty, R. (2014). Everyday peace: Bottom-up and local agency in conflict-affected societies. *Security Dialogue*. 45(6), 548-564
- Messmer, W. B., & Yordán, C. L. (2011). A partnership to counter international terrorism: The UN Security Council and the UN Member States. *Studies in Conflict & Terrorism*, 34(11), 843-861.
- Moe, L. W. (2020). The Dark Side of Institutional Collaboration: How Peacekeeping-counterterrorism Convergences Weaken the Protection of Civilians in Mali. *International Peacekeeping*, 1-29.
- Nations Unies (2008). *Opérations de maintien de la paix des Nations Unies : principes et organisations*. https://peacekeeping.un.org/sites/default/files/capstone_doctrine_fr.pdf
- Nesi, G, ed. *International cooperation in counter-terrorism: the United Nations and regional organizations in the fight against terrorism*. Routledge, 2016.
- Perito, R. M. (2015). UN Peacekeeping in the Sahel. *United States Institute of Peace, Special Report*, 365, 13.
- Roy, S. N. (2009). L'étude de cas. Dans Gauthier, B. (dir), *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données* (5^e éd. p.199-225) Québec : Les Presses de l'Université du Québec
- Sabrow, S. (2017). Local perceptions of the legitimacy of peace operations by the UN, regional organizations and individual states – a case study of the Mali conflict. *International Peacekeeping*. 24(1), 159-186
- Sandler, T. (2017). International peacekeeping operations: Burden sharing and effectiveness. *Journal of Conflict Resolution*, 61(9), 1875-1897.
- Sandor, A. & Campana, A (2019). Les groupes djihadistes au Mali, entre violence, recherche de légitimité et politiques locales. *Canadian Journal of African Studie/Revue canadienne des études africaines*, 53 (3), 415-430
- Shaw, S. (2013). Fallout in the Sahel: the geographic spread of conflict from Libya to Mali. *Canadian Foreign Policy Journal*, 19(2), 199-210.
- Sheehan, I. S. (2009). Has the global war on terror changed the terrorist threat? A time-series intervention analysis. *Studies in Conflict & Terrorism*, 32(8), 743-761.
- Talentino, A. K. (2007). Perceptions of peacebuilding: The dynamic of impose and imposed upon. *International Studies Perspectives*, 8(2), 152-171.

- Tardy, T. (2011). A critique of robust peacekeeping in contemporary peace operations. *International Peacekeeping*, 18(2), 152-167.
- Tull, D. M. (2018). The limits and unintended consequences of UN peace enforcement: the Force Intervention Brigade in the DR Congo. *International Peacekeeping*, 25(2), 167-190.
- Tull, D. M. (2019). UN peacekeeping in Mali: time to adjust Minusma's mandate.
- Van der Lijn, J. (2019). The UN Peace Operation in Mali: A Troubled Yet Needed Mission. *IPI Global Observatory Report*, 26.
- Vennesson, P. (2008). 12 Case studies and process tracing: theories and practices. Dans Porta et Keeting (dir.) *Approaches and methodologies in the social sciences. A pluralist perspective*, p.223-239. Presse de Cambridge
- Von Einsiedel, S., Bosetti, L., Cockayne, J., Salih, C., & Wan, W. (2017). Civil war trends and the changing nature of armed conflict. *Occasional paper*, 10
- Wagner, W. (2018). *The unintended consequences of peacekeeping: how U.N Peacekeeping fosters terrorism*. Pour ECPR General conference Universität Hamburg. 34 p. <https://ecpr.eu/Filestore/PaperProposal/b5f81f54-7d8e-4894-8214-f76464c77582.pdf>
- Whalan, J. (2017). The local legitimacy of peacekeepers. *Journal of Intervention and Statebuilding*, 11(3), 306-320.
- Willmot, H., Sheeran, S., & Sharland, L. (2015). *Safety and security challenges in UN peace operations*. New York: International Peace Institute.

ANNEXE 1



Carte du Mali (<https://minusma.unmissions.org>)